

**CRISE MONDIALE,  
CONFLITS ET GUERRES:**

**quel  
internationalisme  
pour le 21<sup>e</sup> siècle ?**

● Élections européennes ●

**Sénégal** ● Après la victoire électorale de l'opposition

● L'écologie et le revenu au cœur de la crise agricole ●

## Aux abonné-es !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration :**  
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France  
Tél. : +33 1 49 28 54 87

E-mail : [redaction@inprecor.fr](mailto:redaction@inprecor.fr)  
Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies, prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

### Éditorial

Antoine Larrache

Palestine: vers une seconde déflagration 3

### Crise mondiale, conflits et guerres

Pierre Rousset

Quel internationalisme pour le 21<sup>e</sup> siècle ? 4

### Élections européennes

Alberto Laitano

La Belgique se prépare à une triple élection le 9 juin 12

Antoine Larrache

L'intervention des militant-es de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les élections européennes 14

### Sénégal

Paul Martial

Sénégal: Après la victoire électorale de l'opposition 15

### Agriculture

Roxanne Mitralias

L'écologie et le revenu sont au cœur de la crise agricole 19

### Russie

Ilya Budraitskis

L'attentat terroriste et l'élection ouvrent la voie à Poutine pour l'intensification de la répression et de la guerre 24

### Thaïlande

Chayuda Boonrod

« Les barrages, ce n'est bon que pour les capitalistes » 29

### Politiques familiales et féminisme

Penelope Duggan

La France, amie de la famille ? 31

### Débat

Manuel Garí

Ukraine: et maintenant ? 33

### Camp international de jeunes

Marta et Jonathan

36

Vos livres et revues, votre abonnement à **inprecor** sur internet: [la-breche.com](http://la-breche.com)

## Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (M° Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12 h à 20 h et le lundi de 14 h à 20 h

Les anciens  
numéros



Les réseaux  
sociaux



**Pour que inprecor puisse continuer,  
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

## Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 € (6 mois)  55 € (1 an)
- Autres destinations 39 € (6 mois)  71 € (1 an)
- Pli fermé 50 € (6 mois)  90 € (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 € (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations) 92 € (1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 €, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé aux nouveaux abonnés ; 12 €, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 €)
- Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit 40 € (1 an)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail : .....

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Société Générale, Agence Nation Jaucourt, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30003 / 02795 / 00020066402 / 86.

IBAN : FR76 3000 3027 9500 0200 6640 286 BIC : SOGEFRPP

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France (éviter les chèques hors de France en raison des frais bancaires).

**Pour continuer, inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !**

# Palestine: vers une seconde déflagration

De nombreux éléments montrent qu'un élargissement des attaques israéliennes devrait avoir lieu dans les prochaines semaines. Pendant ce temps, en Allemagne, aux États-Unis et en France, la répression de la solidarité tente de l'empêcher de construire une alternative.

Par  
Antoine Larrache\*

En Allemagne, l'interdiction d'un congrès et l'annulation de la participation de Nancy Fraser à une université sont la partie émergée d'une immense pression politique contre la solidarité avec la Palestine, accusée d'antisémitisme. En France, le cortège de militant-es convoqué-es par la police pour des accusations d'apologie du terrorisme se prolonge, et la répression dans les universités se développe, à l'image de ce qui se passe aux États-Unis. Là-bas, à Los Angeles, New York, Austin, Boston, Chicago ou Atlanta, les mobilisations prennent de l'ampleur: des tentes sont installées, des manifestations et des prises de parole ont lieu. La répression est très forte, avec notamment une centaine d'arrestations mercredi 24 avril à Boston, et la tentative continue de créer un amalgame entre antisionisme et antisémitisme.

## Réprimer pour mieux saigner

Une telle répression, contre des mouvements relativement restreints, ne peut signifier qu'une chose: la volonté de faire taire toute solidarité visible avec le peuple palestinien. Alors que, coïncidence ou pas, de nombreux indices semblent prouver l'imminence d'une attaque israélienne à Rafah. En effet, il semble que Netanyahu ait négocié un compromis avec les États-Unis qui consisterait à ne pas lancer de grande attaque contre le Liban ou l'Iran dans l'immédiat, en échange d'un feu vert pour attaquer Rafah. Rafah, une petite ville de 150 000 habitant-es dans laquelle se sont réfugié-es 1,5 million de personnes fuyant la guerre et la

destruction de leurs habitations, et luttant quotidiennement contre les engins de mort d'Israël, contre les maladies et la famine. Puisqu'Israël, non content de massacrer et de détruire, empêche toujours l'aide humanitaire de parvenir dans la bande de Gaza, poursuivant ainsi son œuvre génocidaire.

Massacrer à Gaza et à Rafah est un point d'orgue du projet sioniste mené par l'extrême droite au pouvoir en Israël: il s'agit de supprimer toute présence palestinienne dans cette région, en attendant de s'attaquer plus directement à la Cisjordanie, voire plus. Les attaques de colons et de l'armée d'occupation d'Israël contre les Palestiniens n'ont cessé d'augmenter depuis le 7 octobre. De plus, depuis le début de l'année, près de 1 100 hectares ont été déclaré terres domaniales, un statut qui donne leur contrôle au gouvernement israélien, déjà deux fois plus que sur l'ensemble de 1999, jusque-là année record. Les logiques guerrières et génocidaires ont leurs propres dynamiques: négocier de nouveaux financements militaires auprès des États-Unis, acheter des armes à ces derniers ou à la France, réprimer les populations, attaquer une région, tout cela pousse à en faire toujours plus et il n'est pas exclu qu'après avoir attaqué Rafah, Israël attaque aussi le Hezbollah au Liban, l'Iran, dans une fuite en avant qui correspond également à l'état du monde. En effet, de l'Ukraine aux Philippines, de la Palestine à Taiwan, le monde est de plus en plus militarisé (les budgets militaires ont augmenté de 6,8 % en 2023 atteignant 2 400 milliards de dollars), les zones d'influence sont de plus en plus disputées dans ce monde en crise profonde, le nationalisme et les extrêmes droites se renforcent.

## Agir, vite et fort

Il y a donc urgence à ce que les solidarités internationales s'expriment de façon militante. Dans les universités du monde entier, dans les entreprises, aux élections européennes, tous les lieux d'intervention seront utilisés pour faire face au massacre en cours.

Il y a urgence à ce que notre mobilisation trouve un second souffle pour reconstruire des mobilisations de masse, capables de faire peur à nos dirigeants. Boycoter les produits et les entreprises qui collaborent, manifester, construire des collectifs de base, organiser des réunions de formation et de mobilisation sont nos tâches élémentaires. À cela s'ajoutent des discussions stratégiques sur la construction du mouvement: nous avons besoin de combiner, d'une part, une compréhension fine des enjeux de la situation, du rôle de l'impérialisme, de la nature du sionisme, de la nécessité d'une révolution régionale pour rejeter Israël, mais aussi les gouvernements arabes qui sont complices de la colonisation et des massacres et n'hésitent pas à réprimer leurs propres populations, avec, d'autre part, un mouvement large, très unitaire, pour arrêter les massacres et la répression, capable donc de compromis avec des forces avec lesquelles nous pouvons avoir de grands désaccords.

Construire une grande contre-offensive internationale, mobiliser les quartiers populaires, reconstruire une conscience de classe, internationaliste, faire face au racisme et au fascisme, contre les impérialistes, endiguer le développement du militarisme, tels sont les enjeux de la situation. ■

Le 27 avril 2024

Éditorial

\*Antoine Larrache est rédacteur d'Inprecor et membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale et du NPA.

## Quel internationalisme pour le 21<sup>e</sup> siècle ?

Pour *Viento Sur*, Pierre Rousset a analysé les différents éléments de la crise du système, en particulier la crise climatique, et les trajectoires possibles pour la Chine et pour les guerres au Moyen-Orient et en Ukraine.

Entretien avec  
Pierre Rousset\*

**Il semble évident que nous nous trouvons dans le contexte d'une crise mondiale multidimensionnelle, dont l'une des caractéristiques est un relatif chaos géopolitique, dans lequel on assiste à une multiplication des guerres et à une aggravation des conflits inter-impérialistes, comment définirais-tu cette phase ?**

Tu te réfères à la « crise mondiale multidimensionnelle » (je dirais plutôt une crise *planétaire*). Je pense qu'il est important de s'y arrêter, avant d'aborder les questions géopolitiques. Cette crise, en effet, surdétermine tout et nous ne pouvons plus nous contenter de faire de la politique comme avant. Nous atteignons en effet le « point de bascule » que nous redoutions depuis longtemps, et ce bien plus vite que prévu.

Jonathan Watts, rédacteur en chef du *Guardian* pour l'environnement global, tire la sonnette d'alarme en titrant son article du 9 avril « *Le dixième record mensuel consécutif de chaleur alarme et déconcerte les climatologues* ». En effet, « *si l'anomalie ne se stabi-*

*lise pas d'ici au mois d'août, "le monde se retrouvera en territoire inconnu", déclare un expert en climatologie. [...] Cela pourrait signifier que le réchauffement de la planète modifie déjà fondamentalement le fonctionnement du système climatique, et ce bien plus tôt que les scientifiques ne l'avaient prévu* ».

L'expert cité juge que cette stabilisation d'ici août est encore possible mais, quoi qu'il en soit, la crise climatique fait d'ores et déjà partie de *notre présent*. Nous sommes dedans et les effets du chaos climatique se font déjà dramatiquement sentir.

La crise globale à laquelle nous devons faire face affecte tous les domaines de l'écologie – pas seulement le climat – et leurs conséquences sur la santé, dont les pandémies. Elle concerne l'ordre international dominant – les dysfonctionnements insolubles de la mondialisation néolibérale – et la géopolitique des puissances, la multiplication des conflits et la militarisation du monde, la fabrique sociale intime de nos sociétés – fragilisée par la précarisation généralisée nourrie par tout ce qui précède...

Qu'y a-t-il de commun à toutes ces crises ? Leur origine « humaine », en tout ou en large partie. La question de l'impact humain sur la nature n'est évidemment pas nouvelle. Quant à la croissance des émissions de gaz à effet de serre, elle remonte à la révolution industrielle. Cependant, cette « crise générale » est étroitement corrélée au développement

du capitalisme d'après la Seconde Guerre mondiale puis à la mondialisation capitaliste. Elle est caractérisée par la *synergie* entre un ensemble de crises spécifiques qui nous plonge dans une situation sans précédent aucun, à la frontière de multiples « territoires inconnus » et d'un point de bascule global.

Pour la qualifier de façon concise, j'aime le terme de « polycrise ». Il est certes un peu déroutant, étranger au langage du quotidien, mais il souligne, étant au singulier, que nous parlons d'une crise aux multiples facettes, qui résulte de la *combinaison* de multiples crises spécifiques. Nous n'avons donc pas à faire à une simple *addition* de crises, mais à leur *interaction* qui démultiplie leur dynamique, nourrissant une spirale mortifère pour l'espèce humaine – et pour une bonne partie des espèces vivantes.

Ce qui s'avère particulièrement révoltant, et pour tout dire hallucinant, c'est que les pouvoirs établis annulent aujourd'hui les mesures maigrelettes qui avaient été prises pour tenter de limiter un tant soit peu le réchauffement climatique. C'est le cas notamment des gouvernements français et britannique. C'est aussi le cas des grandes banques aux États-Unis, ou celui des compagnies pétrolières. Au moment où il était évident qu'il fallait renforcer ces mesures, et diablement ! Les très riches dictent leur loi. Ils ne considèrent pas que nous sommes tous dans le même bateau. Des régions entières de la planète sont en passe de devenir invivables, là où les hausses de température se combinent à des taux très élevés d'humidité dans l'air. Qu'à cela ne tienne, ils iront vivre là où il fait encore bon.

Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère des pandémies. La destruction des milieux naturels a créé les conditions

« Le terme de « polycrise » est certes un peu déroutant, étranger au langage du quotidien, mais il souligne que nous parlons d'une crise aux multiples facettes, qui résulte de la combinaison de multiples crises spécifiques. »

\* Pierre Rousset est un dirigeant de longue date de la IV<sup>e</sup> Internationale, militant du Nouveau Parti anticapitaliste. Il a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherches et de formation (IIRE-IIRF) d'Amsterdam. Il anime l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF). Cette interview a été réalisée pour *Viento sur*.

de promiscuité favorables à la transmission inter-espèces de maladies dont le Covid est devenu l'emblème. La fonte du pergélisol sibérien est annoncée et pourrait libérer des bactéries ou virus anciens contre lesquels n'existe ni immunisation ni traitement. En ce domaine, nous risquons aussi d'entrer en territoire inconnu: la crise climatique est porteuse d'une crise sanitaire multidimensionnelle.

La catastrophe était prévisible et a été prévue. Nous savons maintenant que les grandes compagnies pétrolières avaient commandité dès le milieu

des années 1950 une étude qui avait décrit avec une précision remarquable le réchauffement climatique à venir (dont elles ont néanmoins nié la réalité pendant plusieurs décennies).

Nous n'avons pas fini de faire le tour des mille et une facettes de la « polycrise », mais il est peut-être temps d'en tirer des premières implications.

C'est autour des pôles que l'impact géopolitique du réchauffement climatique est le plus spectaculaire, surtout dans l'Arctique. Une voie de navigation interocéanique s'ouvre au nord, ainsi que la perspective d'exploitation des richesses du sous-sol. La compétition inter-impérialiste dans cette partie du monde prend une dimension nouvelle. La Chine n'étant pas un pays riverain de l'Antarctique, elle a besoin de la Russie pour y opérer. Elle fait payer à Moscou à l'est du continent eurasiatique le prix de sa solidarité sur le front ouest (Ukraine) en assurant son libre usage du port de Vladivostok.

En termes de géopolitique mondiale, je voudrais pointer l'importance de deux sujets.

L'Asie centrale tout d'abord. Elle occupe une place pivot au cœur du continent eurasiatique. Pour Vladimir Poutine, elle fait partie de la zone d'influence privilégiée de la Russie, mais pour Pékin, c'est l'un des passages clés du versant terrestre de ses nouvelles « routes de la soie » en direction de l'Europe. Une partie complexe est actuelle-

ment engagée dans cette partie du monde, mais fort peu intégrée à nos analyses.

Par ailleurs, le réchauffement climatique nous rappelle l'importance cruciale des océans qui couvrent 70 % de la surface du globe, jouent un rôle décisif dans la régulation du climat, abritent des écosys-



Incendies de forêt en Australie, en décembre 2020. Ces vues montrent un comportement extrême du feu sur le «Dunns Road Fire» au sud de l'autoroute des Snowy Mountains. © Rick Lang, National Interagency Fire Center, Australia Bush Fires.

tèmes vitaux, le tout étant menacé par la hausse de température des eaux. La surexploitation des ressources océaniques est, comme on le sait, un enjeu majeur, ainsi que l'extension des frontières maritimes qui ne posent pas moins de problèmes que les frontières terrestres. Une réflexion géopolitique globale ne peut faire l'impasse sur les océans, ainsi que sur les pôles.

Un autre aspect clef de la « crise multidimensionnelle » à laquelle nous sommes confrontés concerne évidemment la mondialisation et la financiarisation capitalistes. Elles ont abouti à la formation d'un marché mondial plus unifié que jamais dans le passé, afin d'assurer la liberté de mouvement des marchandises, des investissements et des capitaux spéculatifs (mais pas des personnes). Plusieurs facteurs sont venus perturber cette « mondialisation heureuse » (pour les grands possédants): une stagnation des échanges marchands, l'ampleur prise par la finance spéculative et les dettes, la pandémie Covid qui a révélé les dangers de la division internationale des chaînes de production et le degré de dépendance de l'Occident vis-à-vis de la Chine, contri-

buant à la modification rapide des relations entre Washington et Pékin (de l'entente cordiale à la confrontation).

Ce sont les grandes entreprises occidentales qui ont voulu faire de la Chine l'atelier du monde, afin d'assurer une production à faible coût et de casser le mouvement ouvrier dans leurs propres pays. L'Europe a été à la pointe de la généralisation des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à laquelle Pékin a adhéré. Elles étaient toutes convaincues que l'ancien Empire du Milieu leur serait définitivement subordonné, et il aurait pu en être

ainsi. Si ce ne fut pas le cas, c'est que l'aile marchante de la bureaucratie chinoise, une fois les résistances populaires brisées dans le sang (1986), a réussi sa mutation capitaliste, donnant naissance à une forme originale de capitalisme d'État.

Le capitalisme d'État a une longue histoire en Asie orientale, sous l'égide du Guomindang en Chine ou à Taïwan, en Corée du Sud... De par son histoire, la formation sociale chinoise est évidemment unique, mais elle combine assez classiquement le développement d'un capital privé et l'appropriation capitaliste des entreprises d'État. Nous n'avons pas affaire à deux secteurs économiques séparés (une économie fondamentalement duale); ils sont

en effet étroitement liés par de multiples coopérations, ainsi que par le biais de clans familiaux présents dans tous les secteurs.

Sous l'égide de Deng Xiaoping tout d'abord, la Chine convertie au capitalisme a discrètement amorcé son envol impérialiste et a pu bénéficier de l'éloignement géographique des États-Unis, longtemps incapables de réaliser leur recentrage sur l'Asie (il n'a été assuré que par Joe Biden, dans la

*“Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère des pandémies. La destruction des milieux naturels a créé les conditions de promiscuité favorables à la transmission inter-espèces de maladies dont le Covid est devenu l'emblème.”*

# Crise mondiale, conflits et guerres

foulée de la débâcle afghane).

En conclusion de ce point, notons que :

- La situation géopolitique internationale reste dominée par le face-à-face entre un impérialisme établi (les États-Unis) et un impérialisme montant (la Chine). Ce ne sont bien entendu pas les seuls acteurs du grand jeu mondial entre puissances, petites et grandes, mais aucune autre ne pèse d'un poids comparable aux deux « super-puissances ».

- Ce conflit a pour particularité un degré très élevé d'interdépendance objective. Certes, la crise de la mondialisation néolibérale est patente, mais son héritage est toujours là. Il n'y a pas de « mondialisation heureuse », mais il n'y a pas non plus de « démondialisation (capitaliste) heureuse ». Les conflits géopolitiques sont à la fois le symptôme de cette situation de crise structurelle et en accentuent les contradictions. Dans une certaine mesure, nous sommes ici aussi entrés en « territoires inconnus », sans précédent.

- Tout en restant la principale « super puissance », l'hégémonie des États-Unis a subi un déclin relatif. Ils ne peuvent continuer à gendарmer le monde sans l'aide d'alliés fiables et efficaces qui manquent à l'appel. Ils sont affaiblis par la crise politique et institutionnelle provoquée par Donald Trump et ses conséquences diplomatiques durables (perte de confiance de leurs alliés). On peut dire qu'il n'y a plus d'impérialisme « classique », vu l'ampleur de la désindustrialisation qu'a connue le pays. Joe Biden mobilise aujourd'hui des moyens financiers et légaux considé-

rables pour tenter de redresser la barre en ce domaine, mais ce n'est pas une tâche facile. Rappelons qu'un pays comme la France était incapable, même face à une urgence vitale (Covid), de produire du gel hydroalcoolique, des masques chirurgicaux et des FFP2, des blouses pour le personnel soignant. Cela ne relève pourtant pas de la technologie de pointe !

- La Chine était, en ce domaine, en bien meilleure position. Elle avait hérité de l'ère maoïste une base industrielle autochtone, une population au taux d'alphabétisation élevée pour le tiers monde, une classe ouvrière formée. Devenue atelier du monde, elle a assuré

une nouvelle vague d'industrialisation (en partie dépendante, mais pas seulement). De gros moyens ont été investis pour assurer la production de technologies de pointe. Le parti-État a pu organiser le développement national et international du pays (il y avait un pilote dans l'avion). Ceci dit, le régime chinois est aujourd'hui plus opaque et secret que jamais. On sait comment la crise politico-institutionnelle affecte l'impérialisme US. Il est bien difficile de savoir ce qu'il en est en Chine. Cependant, l'hypercentralisation du pouvoir sous Xi Jinping, devenu président à vie, semble bien être maintenant un facteur de crise structurelle.

- Le déclin relatif des États-Unis et la montée en puissance inachevée de la Chine ont ouvert un espace dans lequel des puissances secondaires peuvent jouer un rôle significatif, au moins dans leur propre région (Russie, Turquie, Brésil, Arabie saoudite...). Ainsi, je pense que la Russie n'a pas cessé de placer la Chine devant une succession de faits accomplis aux frontières orientales de l'Europe. En agissant de concert, Moscou et Pékin étaient largement maîtres du jeu sur le continent eurasiatique. Cependant, il n'y a pas eu de coordination entre l'invasion de l'Ukraine et une attaque effective sur Taiwan.

**Dans ce contexte, précisément, peut-on considérer que l'invasion russe de l'Ukraine et le soutien des puissances occidentales à l'Ukraine pour y faire face font de cette guerre une guerre inter-impérialiste qui**

**nous amène à évoquer la politique de Zimmerwald (guerre à la guerre) pour y répondre ? Ou, au contraire, sommes-nous face à une guerre de libération nationale qui, bien que soutenue par les puissances impérialistes, oblige la gauche occidentale à se solidariser avec la résistance du peuple ukrainien contre l'invasion russe ?**

La politique de Zimmerwald était de demander une paix sans annexions. Or, certaines des personnes qui se présentent comme des héritiers de Zimmerwald proposent de céder tel ou tel morceau de l'Ukraine à la Russie, d'y organiser des référendums pour valider leur séparation de l'Ukraine, etc., mais passons.

Le plus simple, pour répondre à cette question, est de reprendre le déroulé des événements. Une invasion se prépare en mobilisant aux frontières des moyens militaires considérables, ce qui prend du temps et se voit. C'est Poutine qui l'a fait. À ce moment-là, l'OTAN était en pleine crise politique, après l'aventure afghane, et le gros de ses forces opérationnelles en Europe n'avait pas été redéployé à l'Est. La préoccupation principale de Biden était la Chine et il essayait même encore de jouer Moscou contre Pékin. Les services secrets des États-Unis ont été les premiers à alerter qu'une invasion était possible, mais l'avertissement n'a été pris au sérieux ni par les États européens ni même par Zelensky lui-même.

En Europe occidentale, la plupart d'entre nous avions alors peu de contacts avec nos camarades est-européens (en particulier ukrainiens) et nous avons été nombreux à analyser les événements en termes uniquement géopolitiques (une erreur à ne jamais commettre), pensant que Poutine se contentait d'exercer une forte pression sur l'Union européenne pour attiser les dissensions post-afghanes au sein de l'OTAN. Si tel avait été le cas,

**« La politique de Zimmerwald était de demander une paix sans annexions.**

**Or, certaines des personnes qui se présentent comme des héritiers de Zimmerwald proposent de céder tel ou tel morceau de l'Ukraine à la Russie, d'y organiser des référendums pour valider leur séparation de l'Ukraine, etc. »**



Donald Trump et Xi Jinping en 2017. © Shealah Craighead.

# Crise mondiale, conflits et guerres

l'invasion n'aurait pas dû avoir lieu, car elle aurait eu l'effet inverse: redonner un sens à l'OTAN et lui permettre de resserrer les rangs. C'est bien ce qui s'est passé! De plus, avant l'invasion russe, une majorité de la population ukrainienne souhaitait vivre dans un pays non aligné. Aujourd'hui, seule une très petite minorité envisage leur sécurité autrement qu'en alliance étroite avec les pays de l'OTAN.

Pour ma part, ce n'est que très peu de temps avant l'invasion que j'ai eu le sentiment qu'elle était possible, alerté par mon ami Adam Novak.

Nous en savons maintenant beaucoup plus: l'invasion avait été préparée depuis plusieurs années. Elle s'inscrit dans un grand projet de restauration de l'Empire russe dans les frontières de l'URSS stalinienne, avec Catherine II pour référence. L'existence de l'Ukraine n'était qu'une anomalie dont Lénine était coupable – selon les termes de Poutine – et elle devait réintégrer le giron russe. En fait, les Ukrainien-nes l'appellent l'invasion à *grande échelle* et soulignent que la subversion et l'occupation militaire du Donbass, Luhansk et la Crimée en 2014 constituaient une première phase de l'invasion. L'« Opération spéciale » (le mot « guerre » était prohibé jusqu'à tout récemment, et le reste en pratique) devait être très rapide et se poursuivre jusqu'à Kiev, où un gouvernement aux ordres serait établi. Les forces occidentales, prises de court, ne pourraient alors que s'incliner devant le fait accompli – et prises de court, elles le furent. Même Washington n'a réagi politiquement qu'avec un temps de retard.

Le grain de sable qui a fait s'enrayer la machine de guerre fut l'ampleur de la résistance ukrainienne, imprévue par Poutine, mais aussi en Occident. On peut vraiment parler d'une résistance massive, populaire, en osmose avec les forces armées. C'était une résistance nationale, à laquelle beaucoup de russophones ont participé (et tout l'éventail politique, à l'exception des obligés de Moscou). Pour qui en doutait, il n'y avait pas de preuve plus éclatante que celle-ci: l'Ukraine existe bel et bien. Nous sommes dans le second cas de figure que vous évoquiez.

Le temps n'efface pas cette vérité « originelle » et notre obligation de solidarité. Une double obligation de solidarité, j'ajouterais. Avec la résistance nationale du peuple ukrainien et avec les forces de gauche qui continuent à lutter, en Ukraine même, pour les droits des travailleurs et des syndicats, pour

les libertés d'association et d'expression, contre l'autoritarisme du régime Zelensky et contre les politiques néolibérales... prônées par l'Union européenne.

Bien évidemment, l'Ukraine est devenue un point chaud du conflit de puissances russo-occidental. Sans la fourniture d'armes par les États-Unis, notamment, les Ukrainien-nes n'auraient pas pu tenir de « fronts ». Cependant, avec constance, les fournitures d'armes ont toujours été en deçà de ce qu'il aurait été nécessaire pour mettre décidément en échec Moscou. Jusqu'à aujourd'hui la maîtrise de l'air par l'armée russe n'a pas été contrée. Et les pays de l'OTAN se divisent à nouveau, alors que la crise préélectorale aux États-Unis bloque le vote des fonds à destination de l'Ukraine.

Après avoir eu la possibilité de construire des défenses en profondeur et de se réorganiser, Moscou continue à être le moteur de l'escalade militaire en Ukraine, avec l'aide des obus nord-coréens et des financements fournis par l'Inde ou la Chine (via la vente de produits pétroliers), et elle pousse la politique du fait accompli jusqu'à l'ignoble: la déportation d'enfants ukrainien-nes et leur adoption dans des familles russes.

**Alors que répondre à celles et ceux qui considèrent que le soutien à la résistance sert les intérêts des puissances occidentales (avec l'approbation du gouvernement Zelensky) qui veulent prolonger la**

**guerre, sans se soucier des ravages (humains et matériels) qu'elle produit, et qu'il est donc nécessaire de promouvoir une politique active de défense d'une paix juste ?**

Je ne suis pas moi-même engagé activement dans la solidarité avec l'Ukraine. Je maintiens, à contre-courant de l'actualité,

mes activités de solidarité Asie. Je me suis aussi immergé dans la question israélo-palestinienne (c'est dur à vivre). Alors je resterais prudent.

Nous ressentons toutes et tous l'ampleur des ravages de cette guerre, d'autant plus importants que Poutine mène une guerre qui cible sans vergogne la population civile. C'est insupportable.

Cependant, ce n'est pas notre soutien, mais Poutine qui prolonge cette guerre. Il ne faut pas diluer les responsabilités. Si par le terme de « paix juste » on entend une trêve indéfinie sur la ligne de front actuel, cela condamnerait cinq millions d'Ukrainien-nes dans les territoires occupés à vivre sous un régime d'assimilation forcée, avec plusieurs autres millions de déporté-es vers la Fédération russe proprement dite.

Je pense que le rôle de notre mouvement de solidarité est, avant tout, de contribuer à créer les meilleures conditions pour la lutte du peuple ukrainien et, en son sein, pour la gauche sociale et politique ukrainienne. Ce n'est certainement pas à nous de déterminer ce qu'auraient être les termes d'un accord de paix. Je pense qu'il nous faut être à l'écoute de

*« Croire qu'un mauvais compromis pourrait mettre fin à la guerre, c'est oublier que Poutine est entré en guerre pour liquider l'Ukraine et poursuivre la reconstitution de l'Empire russe. »*



Char russe endommagé par les troupes ukrainiennes à Marioupol, le 7 mars. © Mvs.gov.ua, CC BY 4.0

# Crise mondiale, conflits et guerres



Rafale sur le pont d'envol du porte avions Charles de Gaulle au lever du jour. © Pascal Subtil — CC BY-SA 2.0.

ce que demandent la gauche ukrainienne, le mouvement féministe, les syndicats, le mouvement des Tatars de Crimée, les écologistes (entre autres), et de répondre à leurs appels.

Il nous faut aussi écouter la gauche et les mouvements contre la guerre en Russie même. La plupart des composantes de la gauche anticapitaliste russe pensent que la défaite de la Russie en Ukraine pourrait constituer l'élément déclencheur ouvrant une porte vers la démocratisation du pays et l'émergence de divers mouvements sociaux.

Celles et ceux qui dans la gauche occidentale prétendent que la gauche en

dans toute sa zone de proximité, de la Tchétchénie à l'Asie centrale et à la Syrie. Il n'existe internationalement que par ses capacités militaires, ses ventes d'armes, de produits pétroliers ou agricoles...

J'ai une défiance totale envers « nos » impérialismes et je n'ai de cesse de les combattre. Je ne m'en remettrai jamais à eux pour négocier ou imposer un accord de paix. Voyez ce que sont devenus les accords d'Oslo en Palestine !

Alors, il n'est pas question pour moi que les mouvements de solidarité « entrent dans la logique des puissances » (quelles qu'elles soient). Ils doivent garder leur complète indépendance vis-à-vis, notamment, des États et gouvernements (y compris celui de Zelensky). Je le répète, nous sommes à l'écoute des forces de gauche ukrainiennes ainsi que de la gauche antiguerre en Russie.

**Les États-Unis et l'UE utilisent la guerre russe en Ukraine et l'augmentation des tensions internationales comme alibi pour le réarmement et l'augmentation des dépenses militaires. Peut-on parler d'une « nouvelle guerre froide » ou même de la menace d'une guerre mondiale dans laquelle l'utilisation d'armes nucléaires n'est pas exclue ? Quelle doit être la position de la gauche anticapitaliste face à ce réarmement et à cette menace ?**

Je suis contre le réarmement et l'augmentation des dépenses militaires par les États-Unis et l'Union européenne.

Ceci étant dit, je pense qu'il faut élargir le propos. Une nouvelle course aux armements est engagée dans laquelle la Chine

(et même la Russie) semble avoir l'initiative en plusieurs domaines, dont celui des armes supersoniques qui rendraient inopérants les boucliers antimissiles existants ou permettraient de cibler de très loin l'armada d'un porte-avions. Rien n'a été véritablement testé, à ma connaissance, et je ne sais pas ce qui est vrai ou relève de la science-fiction, mais d'autres camarades sont certainement plus savants que moi en ce domaine.

Cependant, la course aux armements est en elle-même un problème majeur. Pour les raisons usuelles (militarisation du monde, capture par le complexe militaro-industriel d'une part exorbitante des budgets publics...), mais aussi du fait de la crise climatique, qui rend encore plus urgente la sortie de l'ère des guerres en permanence. La production d'armement et leur utilisation n'entrent pas dans le calcul officiel d'émission des gaz à effet de serre. Un terrible déni de réalité.

La menace d'utilisation de l'arme nucléaire a été plusieurs fois brandie par Poutine, sans effet (je ne lui demande pas d'être cohérent avec ses déclarations). Je doute que la menace de guerre nucléaire découle directement du conflit ukrainien en cours (j'espère ne pas me tromper), mais je pense néanmoins que c'est (malheureusement) un vrai sujet. Là aussi je vais élargir le propos.

Il y a déjà quatre « points chauds » nucléaires localisés. L'un est situé au Moyen-Orient: Israël. Trois le sont en Eurasie: Ukraine, Inde-Pakistan, péninsule coréenne. Ce dernier est le seul à être « actif ». Le régime nord-coréen enchaîne périodiquement les essais et les tirs de missiles dans une région où stationne l'aéronavale étatsunienne et où se trouve le plus grand complexe de leurs bases à

“*La France fait partie des pays qui préparent politiquement l'opinion publique à l'usage éventuel d'une bombe nucléaire « tactique ». Il faut nous opposer vigoureusement à cette tentative de banalisation.*”

Europe de l'Est « n'existe presque pas » se trompent.

Croire qu'un mauvais compromis – sur le dos des Ukrainien·nes – pourrait mettre fin à la guerre est une illusion qui me paraît dangereuse. C'est oublier les raisons pour lesquelles Poutine est entré en guerre: liquider l'Ukraine et poursuivre la reconstitution de l'Empire russe, mais aussi s'emparer de ses richesses économiques (dont son agriculture) et instaurer un régime de nature coloniale dans les zones occupées.

L'appareil d'État poutinien est gangréné par les hommes des services secrets (KGB-FSB). Il est déjà intervenu



l'étranger (au Japon, surtout dans l'île d'Okinawa). Joe Biden a déjà fort à faire avec l'Ukraine, la Palestine et Taiwan et se passerait bien d'une aggravation de la situation dans cette partie du monde (la Chine aussi...), situation dans laquelle la responsabilité de Trump a été lourdement engagée, mais celle du dernier rejeton de la dynastie héréditaire nord-coréenne aussi.

Petit problème: il faut vingt minutes à un missile nucléaire nord-coréen pour atteindre Séoul, la capitale du Sud. Dans ces conditions, l'engagement à ne pas utiliser le premier l'arme nucléaire devient difficile à appliquer.

La France fait partie des pays qui préparent politiquement l'opinion publique à l'usage éventuel d'une bombe nucléaire «tactique». Il faut nous opposer vigoureusement à cette tentative de banalisation. Malheureusement, il y a une sorte de consensus politique national qui fait que l'on ne fait pas de «notre» arsenal nucléaire une question de principe pour conclure des accords politiques, y compris à gauche et même quand on est pour son abolition.

La question du réarmement, de la nouvelle course aux armements, du nucléaire doit impérativement faire partie de l'activité des mouvements antiguerres de part et d'autre des frontières. Ainsi, malgré les terribles violences intercommunautaires qui ont accompagné la partition de l'Inde en 1947, la gauche pakistanaise et indienne fait conjointement campagne pour le désarmement.

Peut-on parler de «nouvelle guerre froide»? Je trouvais dans le temps cette formule très eurocentrée. En Asie, la guerre était torride, notamment avec l'escalade étatsunienne au Vietnam. Aujourd'hui, que signifierait cette formule, à l'heure de la guerre russe en Ukraine? Je comprends qu'elle soit reprise dans la presse, dans un débat, mais je pense que nous ne devrions pas l'utiliser, et ce pour deux raisons principales:

- Elle rabat l'analyse sur une approche très limitée de la géopolitique. La guerre n'est en effet «froide» que du fait qu'il n'y a pas confrontation directe entre grandes puissances. Cela n'empêche pas, mais cela ne contribue pas à une analyse concrète des conflits «chauds».

- De façon générale, je ne suis pas féru d'analogies historiques: «sommes-nous en telle année»? On est dans le présent. Je sais que l'histoire contribue à expliquer le présent et que le présent contribue à revisiter le passé, mais la formule «nouvelle guerre froide» illustre bien ma réticence.

La «première» guerre froide opposait le «bloc occidental» au «bloc oriental». À cette époque, le bloc soviétique et la Chine n'entretenaient que des rapports économiques limités avec le marché mondial capitaliste. La dynamique révolutionnaire se poursuivait (Vietnam...).

Aujourd'hui, le marché mondial capitaliste s'est universalisé. La mondialisation est passée par là. La Chine en est devenue l'un des piliers. L'interdépendance économique entre elle, les États-Unis et les pays ouest-européens est étroite. On ne peut rien comprendre à la complexité du conflit sino-étatsunien sans prendre pleinement en compte ce facteur. Pourquoi alors recourir à une vieille formule pour ajouter après: mais tout est différent, bien entendu.

Je dirais que le thème de la nouvelle guerre froide convient aux campistes des deux camps. Aux campistes qui veulent justifier leur soutien à Moscou et Pékin. Ou à celles et ceux qui veulent se ranger dans le camp de «la Démocratie» et des «valeurs occidentales» contre les autocrates.

Un petit contrepoint pour terminer: Biden est un homme du passé. Il a appris à négocier les menaces nucléaires au travers de plusieurs crises majeures. Cette expérience peut aujourd'hui lui être encore utile.

**Concernant la guerre d'extermination menée par l'État d'Israël à Gaza, quels sont les enjeux de cette guerre? Pourquoi les États-Unis, malgré leur récente abstention au Conseil de sécurité de l'ONU, continuent-ils à soutenir Israël?**

Quels sont les enjeux de cette guerre? La survie même des Gazaouis. Un spécialiste de la question de l'élimination de populations a eu une formule qui me paraît très juste. Il n'avait vu jamais une situation aussi grave par son «intensité». Dans d'autres cas, un plus grand nombre de personnes sont mortes, mais Gaza est un territoire minuscule qui subit une attaque multiforme d'une intensité inégalée. Même si les bombardements cessaient et que l'aide arrivait en masse, les décès se poursuivraient dans la durée.

La population entière vivra avec des stress post-traumatiques répétés, à

commencer par les enfants dont le taux de mortalité est effarant. Les plus jeunes, victimes de malnutrition, n'auront jamais droit à une vie «normale».

Autres enjeux, l'existence même de la Cisjordanie où les Palestiniens sont soumis à la violence quotidienne des colons suprémacistes juifs, appuyés par l'armée et les paramilitaires. Les Gazaouis survivant-est vont-ils être forcés à l'exil via l'Égypte ou la voie maritime? Les Palestiniens de Cisjordanie survivant-est vont-ils être expulsés en Jordanie? Le projet du Grand Israël va-t-il s'imposer?

On peut inscrire dans le temps long la colonisation de la Palestine, mais nous vivons un terrible tournant. Netanyahu n'a jamais défini ses objectifs de guerre (à part la destruction totale du Hamas, une entreprise qui n'a pas de fin). Je ne vais pas essayer de les définir à sa place, d'autant plus que la situation est volatile.

Le bombardement du consulat iranien à Damas, le 1<sup>er</sup> avril, est un exemple de la fuite en avant dans laquelle Netanyahu est engagé au-delà des frontières de la Palestine. C'est une violation flagrante

de la Convention de Vienne qui protège les missions diplomatiques. Les cibles de l'attentat étaient de hauts dirigeants du Hezbollah qui s'y trouvaient, mais cela ne «justifie» rien. Il y a toujours des «ennemis» de choix dans les missions diplomatiques, dont des officiers supérieurs.

Les Israéliens le savent bien, les agents du Mossad déguisés en diplomates ayant assassiné ou enlevé plus d'une personne en pays étrangers. Il est curieux et inquiétant que ce bombardement n'ait pas suscité plus de protestations.

Téhéran ne veut pas la guerre, mais doit réagir. On est sur le fil du rasoir.

Joe Biden a construit son propre piège en assurant d'emblée son soutien inconditionnel au gouvernement israélien, par sionisme intime et sans consulter les experts de sa propre administration, ce qui lui vaut une série de démissions fracassantes. Il ne peut plus soutenir l'insoutenable, mais ne cesse pas pour autant la fourniture d'armes et de munitions à Israël. Je me trompe peut-être, mais j'ai l'impression qu'il a tout simplement perdu la main diplomatique dans le monde arabe et s'occupe pour l'heure de blinder des accords de défense avec le Japon et les Philippines, au cas où Trump emporterait la prochaine présidentielle.

“Je pense que Xi Jinping a pour priorité la poursuite de l'expansion mondiale de la Chine et sa consolidation.”

# Crise mondiale, conflits et guerres

L'Iran a mené une attaque aérienne contre Israël dans la nuit du 13 au 14 mars. Selon un décompte israélien, plus de 300 projectiles ont été tirés: 170 drones, 30 missiles de croisière et 110 missiles balistiques. Téhéran avait annoncé l'opération, confirmée par les États-Unis. Il faut plusieurs heures pour que ces armes atteignent Israël, ce qui laissait tout le temps nécessaire pour en abattre en bonne partie sur le trajet. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Jordanie y ont contribué. Une base militaire israélienne a néanmoins été touchée. L'objectif de cette opération était clairement politique, un avertissement en réponse à l'attentat de Damas. C'était la première fois que le régime iranien s'attaquait ainsi directement à Israël. Téhéran a annoncé que son opération n'aurait pas de suite, si du moins les Israéliens s'en tenaient là. Face à l'Iran, Joe Biden est toujours en mesure d'activer un front de pays occidentaux et arabes. La dépendance d'Israël envers ses protecteurs se confirme.

## Quel rôle doit jouer notre solidarité internationaliste avec le peuple palestinien ?

Tout d'abord, l'urgence absolue, sur laquelle une très large unité peut se faire, est un cessez-le-feu immédiat, l'entrée d'une aide massive par toutes les voies d'accès à la bande de Gaza, la protection des convois et des travailleurs/ses humanitaires (nombreux sont celles et ceux qui ont été tué-es), la reprise de la mission de l'UNRWA dont le rôle est irremplaçable, l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie et le rétablissement dans leurs droits des Palestiniens spoliés, la libération des otages israéliens et des prisonniers politiques palestiniens...

Nous défendons sans « mais » le droit à la résistance, y compris armée, des Palestiniens; mais cela n'implique ni un soutien politique au Hamas ni de nier que des crimes de guerre ont été commis le 7 octobre, ce dont attestent de nombreuses sources indépendantes. Parmi ces sources mentionnons l'association Physicians for Human Rights-Israel (Médecins pour les droits humains, PHRI); des villageois bédouins du Néguev qu'Israël refuse de protéger, mais qui ont subi des attaques répétées de la part du Hamas; des militantes et militants israéliens qui ont consacré leur vie à défendre les droits des Palestiniens...

Le Hamas est aujourd'hui la principale composante militaire de la résistance palestinienne, mais est-il porteur d'un projet émancipateur ? Nous avons toujours analysé les mouvements engagés dans les luttes de libération que nous soutenons. Pourquoi serait-ce différent aujourd'hui ?

Notre rôle d'internationaliste est, aussi, de tracer un fil, aussi ténu soit-il, entre les tâches présentes et un avenir émancipateur. Nous défendons le principe d'une Palestine où pourront vivre ensemble les habitant-es de cette contrée historique « entre la mer et le fleuve » (incluant le retour des réfugiés palestiniens). Cela n'arrivera pas sans de profonds bouleversements sociaux dans la région, mais nous pouvons donner corps à cette perspective en soutenant les organisations qui agissent aujourd'hui ensemble, juives/ juifs et arabes/Palestiniens, envers et contre tout. Toutes et tous prennent de gros risques pour continuer à afficher cette solidarité judéo-arabe dans le contexte actuel. Nous leur devons la solidarité.

La solidarité judéo-arabe est aussi l'une des clés de développement des mobilisations internationales, notamment aux États-Unis où le mouvement Jewish Voice for Peace a joué un rôle très important pour contrer la propagande des lobbies pro-israéliens et ouvrir l'espace de la contestation.

## Comment analyses-tu la stratégie de politique étrangère de la Chine et son conflit avec Taiwan ?

Je pense que Xi Jinping a pour priorité la poursuite de l'expansion mondiale de la Chine et sa consolidation, la compétition avec les États-Unis dans le domaine des hautes technologies à double usage civil et militaire, la recherche d'alliances diplomatiques significatives (un talon d'Achille face aux États-Unis), le développement de ses propres zones d'influence dans des régions jugées stratégiques à ce stade (comme le Pacifique sud), le renforcement de ses capacités militaires aéronavales et spatiales ou de surveillance et de désinformation. L'invasion de Taiwan ne serait pas à l'ordre du jour.

Les voies d'expansion de la Chine diffèrent de ses prédécesseurs. L'époque a changé. Pékin ne possède qu'une grande base militaire classique, à Djibouti. Cependant, elle signe des accords avec un nombre croissant de pays pour avoir accès à leurs

ports. Mieux, elle en prend possession en tout ou partie, ce qui lui assure un réseau maritime étendu de points d'attache à double usage civil et militaire. Les services de sécurité présents dans les entreprises chinoises à l'étranger sont assurés par des militaires, ce qui permet à l'armée de s'informer et d'établir des contacts.

La politique chinoise est de caractère impérialiste et on voit mal comment il pourrait en être autrement. Toute grande puissance capitaliste se doit de garantir la sécurité de ses investissements et de ses communications, la rentabilité politique et financière de ses engagements.

Pékin a proclamé sa souveraineté sur l'entièreté de ladite mer de Chine du Sud, une zone de transit international majeure, qu'elle a militarisée sans tenir compte des droits maritimes des pays voisins. Elle s'approprie les richesses halieutiques et prospecte les fonds marins. Un régime autoritaire emploie des méthodes autoritaires partout où il pense pouvoir le faire. Certes, un régime impérialiste dit démocratique peut faire de même...

## Outre la prolongation des situations de guerre en Syrie, au Yémen, au Soudan ou en République démocratique du Congo, il existe une guerre en Birmanie, dont on parle peu en Occident. Peux-tu commenter l'état actuel de ce conflit ?

Un mot sur le Soudan. Il y a dans ce pays une riche expérience de résistances populaires « à la base », dans des conditions extrêmement difficiles, qui mériterait d'être mieux connue (et soutenue).

La Birmanie a constitué un cas d'école. Les militaires ont assuré leur mainmise exclusive sur le pouvoir à l'occasion d'un putsch, le 1<sup>er</sup> février 2021. Le lendemain, le pays entrait en dissidence sous la forme d'un arrêt de travail généralisé et d'un immense mouvement de désobéissance civile. Le putsch avait avorté, mais l'armée n'a pas pu être chassée, faute d'un soutien international immédiat. Les militaires ont pu reprendre progressivement l'initiative par une répression sans merci. Dans la région centrale, initialement pacifique, la résistance populaire a dû entrer en clandestinité, puis s'engager dans la résistance armée. Elle a recherché l'appui de mouvements ethniques armés opérant dans les États de la périphérie montagnarde du pays.

Manifestation de solidarité avec la Palestine le 18 novembre 2023 à Dublin. © Sinn Féin, CC BY 2.0



Il est difficile d'imaginer un mouvement de résistance civique plus ample que celui qu'a connu la Birmanie – mais l'entrée dans la lutte armée s'est imposée comme une nécessité vitale, fondant sa légitimité sur l'évidence de l'autodéfense. Cela lui a permis de traverser l'épreuve du feu et de s'organiser progressivement sous forme de guérillas indépendantes ou liées au gouvernement d'Unité nationale, expression du parlement dissous par les militaires et (enfin) ouvert aux minorités ethniques.

Le conflit a pris des formes terriblement dures, l'armée ayant notamment le monopole de l'aviation. Il était aussi complexe, chaque État ethnique ayant ses propres caractéristiques et choix politiques. Peu à peu, cependant, la junte a perdu la main. Elle avait l'appui de la Chine (pays frontalier) et de la Russie, mais s'est révélée incapable de garantir à Pékin la sécurité de ses investissements et la construction d'un port donnant accès à l'océan Indien. Son isolement international s'est accentué et ses alliés de l'ASEAN se sont divisés.

Aujourd'hui, l'armée cède du terrain dans de nombreuses régions et le front d'opposition à la junte s'est élargi. La Birmanie est un pays à l'histoire très riche, mais malheureusement méconnue en Occident.

**Pour conclure, l'aggravation de la crise économique et la multiplication des conflits tant au niveau international que régional semblent indiquer un tournant**

**dans le contexte international qui nécessite de repenser les politiques de solidarité internationaliste. Quelles sont les pistes pour construire un internationalisme en phase avec l'évolution des conflits internationaux au 19<sup>e</sup> siècle ?**

Il y a une recomposition en profondeur avec pour ligne de force l'opposition entre « campisme » et internationalisme. Nous pouvons avoir de nombreuses différences d'analyses, mais la question est de savoir si nous défendons toutes les populations victimes.

Chaque puissance choisit les victimes qui lui conviennent et abandonnent les autres. Nous nous refusons à entrer dans ce type de logique. Nous défendons les droits des Kanak en Kanaky quoi qu'en pense Paris, les Syrien-nes et les peuples de Syrie face à l'implacable dictature du clan Assad, les Ukrainien-nes sous le déluge de feu russe, les Palestinien-nes sous le déluge des bombes israéliennes et étatsuniennes, les Portoricain-es sous l'ordre colonial étatsunien, les peuples de Birmanie même quand la junte est soutenue par la Chine, les Haïtien-nes à qui protection et asile sont refusés par la dite « communauté internationale ».

Nous n'abandonnons pas des victimes au nom de considérations géopolitiques. Nous soutenons leur droit à décider librement de leur avenir et, quand telle est la question, leur droit à l'autodétermination. Nous nous retrouvons avec les mouvements progressistes qui, de par le monde, récusent la logique de « l'ennemi

principal ». Nous ne sommes dans le camp d'aucune grande puissance, qu'elle soit nippo-occidentale, russe ou chinoise. L'occupation est un crime en Ukraine comme en Palestine.

Face à la militarisation du monde, nous avons besoin d'un mouvement antiguerre mondial. C'est vite dit, mais bien difficile à faire. Pouvons-nous nous appuyer sur des solidarités transfrontalières locales – Ukraine-Russie, Inde-Pakistan – pour ce faire ? Ou sur l'immense mouvement de solidarité avec la Palestine ? Sur les forums sociaux comme celui qui vient de se réunir au Népal ?

Il nous faut aussi intégrer la question climatique à la problématique des mouvements antiguerres et, réciproquement, les mouvements écologistes militants gagneraient, si ce n'est déjà fait, à intégrer la dimension antiguerre à leur combat. Et c'est aussi le cas concernant l'arme nucléaire.

La personnalité de Greta Thunberg me semble incarner le potentiel des jeunes générations confrontées à la violence de la polycrise. Mais ses engagements demandent de la ténacité, ce dont elle ne manque certes pas, une capacité à agir dans la durée, ce qui n'a rien d'évident. Ma génération militante avait été lancée sur orbite par la radicalité des années 1960 et, pour nous en France, par l'expérience fondatrice de Mai 68. Une sacrée impulsion. Qu'en est-il aujourd'hui ? ■

*Le 15 avril 2024,  
propos recueillis par Jaime Pastor.*

## La Belgique se prépare à une triple élection le 9 juin

Les élections européennes auront lieu du 6 au 9 juin 2024 dans tous les États membres de l'UE. En Belgique, trois scrutins auront lieu le même jour. Les citoyen·nes sont en effet appelé·es à élire leurs représentant·es aux parlements régionaux, fédéral et européen. Analyse des enjeux.

Par  
Alberto Laitano\*

Comme dans beaucoup de pays, la montée de l'extrême droite est au cœur de la campagne qui s'amorce. Mais le champ politique belge est scindé de façon assez hermétique entre la Flandre d'un côté, et la Wallonie et Bruxelles de l'autre. En Flandre, l'enjeu central de la campagne est le score annoncé des deux principales formations politiques du nord du pays: la droite nationaliste flamande de la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* ou N-VA (Nouvelle Alliance flamande) et l'extrême droite du *Vlaams Belang* (Intérêt flamand). Les derniers sondages (1) donnent l'extrême droite en tête avec plus de 27 % des suffrages, loin devant les 20 % annoncés pour la N-VA (actuellement au pouvoir en région flamande, mais pas au gouvernement fédéral).

Au centre-gauche, la social-démocratie flamande est en pleine déliquescence depuis de nombreuses années. Le point culminant de cette déliquescence a été atteint fin 2023, lorsque le jeune et populaire président du parti Vooruit, Conner Rousseau, a dû démissionner suite à des propos racistes tenus en état d'ébriété lors d'une fête de village et filmés par la *bodycam* de policiers présents. Or, Conner Rousseau, sorte de *golden boy* de la start-up « socialiste » (il est l'artisan du changement de nom du parti mais aussi son attrape-voix), profilait Vooruit comme un potentiel partenaire de la NV-A pour la formation d'un gouvernement flamand. Malgré ses déclarations racistes récurrentes

(sous le couvert du « je dis tout haut ce que tout le monde pense tout bas »), il prétendait ainsi se présenter comme un « rempart » à une éventuelle coalition entre la N-VA et le *Vlaams Belang*.

### La Wallonie, le « village gaulois » qui résiste à l'extrême droite

La Wallonie donne des cheveux gris à l'extrême droite européenne. L'eurodéputé du *Vlaams Belang*, Gerolf Annemans, reconnaissait en mars 2023, lors d'une prise de parole dans un couloir à l'occasion d'un énième meeting avorté de l'extrême droite francophone: « *Ça fait des années, deux décennies déjà, que je dois expliquer à Marine Le Pen pourquoi sur la carte de l'Europe il n'y a qu'un lieu où il n'y a pas de parti, pas d'activité politique similaire à celle du Front national à l'époque (Rassemblement national aujourd'hui), comme en Flandre où le Vlaams Belang est le plus grand parti [...] en Allemagne, partout! Il n'y a aucun lieu où il n'y a pas un parti et une activité politique comme la nôtre, sauf en Wallonie!* »

Jusqu'à présent, la Wallonie est effectivement épargnée par la vague brune et les formations d'extrême droite y sont restées fragmentées et groupusculaires. On peut identifier différents facteurs qui y ont contribué:

1) Le maintien, tant bien que mal, d'un « cordon sanitaire » médiatique qui veut que la presse francophone ne donne pas la parole ni n'invite de représentant·es de l'extrême droite à débattre sur ses plateaux, en direct, etc.

2) Le maillage associatif et militant de gauche, l'implantation des organisations syndicales et d'éducation populaire, ainsi qu'une vigilance antifasciste qui s'est encore développée ces dernières années,

notamment avec la création récente de la Coordination antifasciste de Belgique – CAB, qui regroupe différentes organisations et collectifs antifascistes (2).

3) L'absence d'une identité wallonne ou belge bien définie. L'extrême droite flamande s'appuie sur le nationalisme flamand et avance un projet indépendantiste. Or l'identité « belge », qui aspirerait à une Belgique unitaire, a du plomb dans l'aile. Et il n'existe pas vraiment d'identité wallonne, en tout cas pas à caractère nationaliste... sans parler d'une identité bruxelloise (Bruxelles est l'une des trois régions du pays avec la Flandre et la Wallonie).

4) Enfin, l'absence de leader charismatique, la division et l'ineptie des groupuscules existants y sont probablement aussi pour quelque chose.

Un nouveau parti d'extrême droite espère cependant percer en Wallonie lors des élections de juin. Appelé « Chez Nous », le parti bénéficie du soutien du Rassemblement national (RN) et du *Vlaams Belang*. Les présidents des deux partis, Jordan Bardella (RN) et Tom Van Grieken (VB) étaient d'ailleurs présents à la conférence de presse de lancement du parti en octobre 2021. Le lancement était prévu en grande pompe avec un « meeting » fondateur, il sera finalement déplacé et se muera en une conférence de presse en tout petit comité grâce à la mobilisation antifasciste.

Dans son étude sur le parti Chez Nous, le politologue Benjamin Biard rapporte les préoccupations des militant·es de la petite formation d'extrême droite face aux mobilisations antifascistes qui visent à empêcher tout meeting public: « *La pression exercée par les antifascistes sur les membres de Chez Nous est jugée "assez handicapante" par certains; d'autres admettent même en avoir peur.* » Mais aussi sur la question de

\*Alberto Laitano est membre de la direction nationale de la Gauche anticapitaliste et du CI de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1) Grand Baromètre Ipsos-Le Soir-RTL-VTM-Het Laatste Nieuws, du 22 mars 2024.

2) Lire « Lancement de la Coordination antifasciste de Belgique », 24 février 2024.

l'identité: « Si l'appellation du parti définit clairement l'idéologie qu'il porte, la nation ou l'identité à laquelle renvoie l'expression "chez nous" est toutefois moins claire. Au sein du parti, un cadre local avoue d'ailleurs: "C'est compliqué", tandis qu'un autre cadre admet: "Jusqu'ici, on essaie de jouer sur une ambiguïté". Il ajoute: "On est très ambigu sur la question. Pourquoi? Parce qu'on estime qu'on peut se sentir Wallon, Liégeois, Namurois, Bruxellois ou encore Belge et que ces appartenances ne sont pas mutuellement exclusives" ». (3)

Enfin, en mai 2023, Chez Nous a passé un accord avec le Vlaams Belang. En échange du soutien du grand frère flamand, le parti s'engage à ne pas déposer de listes à Bruxelles, alors que le VB s'engage à ne pas déposer de listes en Wallonie... marchandage assez ironique pour Chez Nous qui se présente comme « le seul vote patriote » pour les élections du 9 juin. Quoi qu'il en soit, empêcher l'arrivée de toute élue d'extrême droite du côté francophone reste une priorité de cette campagne. Mais le danger pourrait aussi venir d'un autre parti déjà bien installé dans les institutions. En effet, le parti libéral (Mouvement réformateur, MR) semble en voie de « trumpisation » sous l'impulsion de son président, Georges-Louis Bouchez, de plus en plus décidé à occuper l'espace laissé libre à sa droite (extrême).

## Les renoncements d'Écolo et du PS au sein du gouvernement

Au centre-gauche de l'échiquier politique, le PS et les écologistes (Écolo) sont au gouvernement à tous les niveaux de pouvoir (fédéral et régional), en coalition avec des partis de droite (dont le MR). Malgré le discours habituel du « sans nous ça serait pire », les renoncements ont été nombreux: sur la sortie du nucléaire, sur l'extension du droit à l'avortement (4), face aux attaques patronales, sur les droits démocratiques et syndicaux, etc.

À gauche, le PTB (Parti du Travail de Belgique) espère tirer son épingle du jeu et continuer son ascension électorale. Il est crédité dans les derniers sondages de près de 15 % en Wallonie, 17,5 % à Bruxelles (ce qui en ferait la deuxième force politique de la région bruxelloise) et de 9,5 % en Flandre (sous le nom PVDA). Le PTB, parti de tradition mao-stalinienne qui se revendique toujours du marxisme, s'est fait une place dans le champ politique belge ces dernières années, avec des succès électoraux plus marqués en

Wallonie et à Bruxelles. Cependant, ses succès le mettent aujourd'hui sous pression d'une éventuelle participation gouvernementale. Le président du syndicat FGTB a récemment lancé un appel à « un front de gauche PS-Écolo-PTB pour gouverner après le 9 juin ».

Raoul Hedebouw, président du PTB, rétorque qu'il a trois conditions (5) pour monter dans un gouvernement de coalition avec le PS et Écolo: refuser l'austérité européenne; revoir la loi de 1996 qui bloque la possibilité pour les syndicats de négocier des augmentations salariales; ramener l'âge de la retraite à 65 ans (une loi prévoit son augmentation à 67 ans à partir de 2030). La politique menée par les PS et les verts ces dernières années (et ces dernières décennies) annonce la couleur: au-delà des beaux discours pré-électoraux, des postures de certain-es parlementaires ou des poings levés le Premier Mai, aucune de ces deux formations n'a la volonté politique d'affronter les institutions européennes ou le patronat. Une « union de la gauche », allant vers un début de commencement de rupture, semble donc exclue à ce stade. C'est plutôt l'austérité qui est annoncée au menu des prochains gouvernements à tous les niveaux de pouvoir, et le PTB en est bien conscient.

Dans l'immédiat, le Parti du Travail de Belgique joue un rôle important dans le champ politique belge en tirant le débat sur la gauche (on a vu, par exemple, le PS faire de la surenchère vis-à-vis du PTB sur la taxation des grosses fortunes). À moyen terme, sa stratégie pose cependant question. Sa vision centrée sur « la construction du parti » et sa pratique très verticale de la politique ne favorisent pas le développement de mouvements sociaux larges et démocratiquement organisés à la base. S'il est peu probable qu'il participe à un gouvernement fédéral ou régional, il se dit par contre prêt à monter dans des majorités dans certaines grandes villes wallonnes après les élections communales d'octobre 2024. Le système électoral à la proportionnelle oblige dans l'immense majorité des cas à former des coalitions. Dans cette situation, une stratégie purement électorale condamnera le PTB soit à faire des compromis et à se laisser entraîner dans la gestion des affaires, soit à rester éternellement dans l'opposition et donc à décevoir une partie de sa base électorale qui voudrait le voir arriver au pouvoir.

Par ailleurs, au-delà de sa conception même de la politique évoquée ci-dessus, son refus de rompre avec le productivisme (qui s'exprime concrètement dans certains

dossiers régionaux comme le projet d'extension de l'aéroport de Liège), ses positions internationales campistes alignées sur celles du Parti communiste chinois (sur l'Ukraine, la Syrie, le Nicaragua, le Venezuela, etc.) et sa timidité sur les questions qui peuvent froisser une partie de son électorat (féminisme, luttes LGBTI, antiracisme...) en font une opposition utile mais insuffisante pour un changement radical de société.

## Une liste anticapitaliste pour les européennes

C'est dans ce contexte que la Gauche anticapitaliste a pris l'initiative de présenter une liste aux européennes sur le collège électoral francophone. En Wallonie et à Bruxelles, la section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale n'a plus participé à une élection depuis 2014 (6). Il s'agit donc d'un défi à la fois politique et organisationnel. La réflexion collective a amené l'organisation à privilégier les européennes pour deux raisons: 1) ne pas diviser le vote de gauche aux niveaux régional ou fédéral, dans un scénario où le PTB continue de jouer un rôle utile électoralement; 2) parce qu'une liste aux européennes permet de mener campagne sur l'ensemble de la Belgique francophone, et qui plus est avec une vocation internationaliste forte, encore renforcée par la présence de Philippe Poutou (NPA).

Le pari est de présenter une liste qui soit l'expression de notre implantation dans les luttes et les mouvements sociaux, et qui puisse proposer un débouché politique à celles et ceux-ci, en regroupant des militant-es qui ont pris part aux actions de désobéissance civile climatique de Code rouge (7), aux luttes

3) Biard, B., « Le parti Chez Nous », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2013/14.

4) Lire l'analyse des Féministes anticapitalistes, « Le gouvernement Vivaldi: Façade féministe pour maison en carton », 19 avril 2024.

5) « Raoul Hedebouw face aux abonnés du Soir: "J'ai trois conditions pour participer au pouvoir" », 13 avril 2024, sur *lesoir.be*

6) La Gauche anticapitaliste s'appelait à l'époque LCR et avait participé aux listes PTB-Gauche d'Ouverture (PTB-GO) aux côtés du PTB et du Parti communiste, en répondant à un appel large de syndicalistes et personnalités pour un regroupement à la gauche du PS et d'Écolo. Le PTB avait mis fin à cette initiative après avoir fait élire ses premier-ères parlementaires lors de ce scrutin. En Flandre, le SAP-Antikapitalisten avait présenté des candidats sur les listes du PVDA à Anvers et Gand lors des élections communales de 2018, ainsi qu'à Anvers lors des élections fédérales de 2019.

7) Code rouge est un mouvement de désobéissance civile créé par des activistes et soutenu par différentes organisations et groupes d'action tels que Greenpeace, Extinction Rebellion, Youth for Climate, la Gauche anticapitaliste, etc.

# Élections européennes

pour l'extension du droit à l'avortement et aux grèves féministes, qui ont lutté contre les attaques patronales et contre la franchisation imposée par Delhaize dans la grande distribution, qui ont contribué à la construction du collectif « La santé en lutte » et à ses

8) Lire « Anticapitalistes », porter les voix des luttes : notre liste pour les européennes », 17 avril 2024, sur le site de la Gauche anticapitaliste.

mobilisations, aux actions de solidarité avec le soulèvement « Femme, vie, liberté » en Iran, avec la résistance ukrainienne à l'invasion russe, ou avec le peuple palestinien face au génocide en cours à Gaza, etc. (8)

Toutes ces luttes sont loin d'être restées muettes en Belgique ces dernières années. Elles ont, dans de nombreux cas, fait preuve de créativité et de détermination. Mais, comme partout ailleurs, le climat reste globa-

lement défavorable à une réelle transformation de la société. Et il le restera tant que les luttes ne trouveront pas le chemin d'une articulation politique commune, auto-organisée, radicale et démocratique. C'est à cette tâche immense que la liste « Anticapitalistes », portée par la Gauche anticapitaliste, entend modestement contribuer. ■

Le 24 avril 2024

## L'intervention des militant-es de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les élections européennes

Bien que les élections européennes ne soient pas une préoccupation majeure pour les classes populaires, elles sont cette année d'une grande importance, en raison notamment de la poussée de l'extrême droite.

On peut comprendre qu'elles intéressent peu, notamment car le Parlement européen dispose de peu de pouvoirs. Mais elles influenceront cependant les rapports de force politiques entre les partis, dans le cadre de la crise politique actuelle. À cette heure, 68 % des électeurs pensent aller voter – 9 points de plus qu'en 2019 –, ce qui n'est pas négligeable, même si les écarts sont importants d'un pays à l'autre. Hélas, la grande gagnante de cette séquence sera sans nul doute l'extrême droite, tandis que la gauche est disloquée. Nous présentons la position de nos camarades dans quelques pays, en complément de l'article sur la campagne menée par la GA en Belgique.

**En France**, l'extrême droite atteindrait 35 à 40 %, suivie du parti de Macron, Renaissance. La gauche est très divisée, puisque le PS, les Écologistes, le Parti communiste et La France insoumise se présentent. L'extrême gauche est émiettée également, entre Lutte ouvrière, le Parti des travailleurs et la scission minoritaire du NPA, NPA-Révolutionnaires. La majorité du NPA, le NPA-L'Anticapitaliste, a proposé une alliance à LFI, afin de contenir l'extrême droite et de l'aider à ne pas être dépassée par la gauche la plus institutionnelle, celle du PS. Cette alliance ayant été refusée, le NPA-L'Anticapitaliste appelle néanmoins à voter pour LFI tout en exprimant ses propres orientations sur les élections européennes et les questions internationales. (1)

**Dans l'État espagnol**, la section de l'Internationale, Anticapitalistas, a proposé une alliance à la Candidature d'unité populaire (CUP), une organisation catalane indépendantiste de la gauche radicale. L'objectif était de construire un pôle à gauche des organisations qui ont participé au gouvernement social-démocrate, le PSOE bien sûr, mais aussi Podemos et Sumar qui, bien qu'ayant rompu avec le gouvernement dans les derniers mois, assument une grande partie de sa politique. La CUP ayant renoncé à se présenter aux élections, nos camarades ne participeront pas à ce scrutin.

**Au Portugal**, le Bloc de gauche a participé aux élections générales du 10 mars, suite à la démission du gouvernement du Parti socialiste (2) pour y défendre une orientation indépendante. Il se présentera également aux élections européennes, en lien avec l'Alliance rouge verte du Danemark et d'autres forces de la gauche radicale. Les militant-es de la IV<sup>e</sup> Internationale militent majoritairement au sein du Bloco.

**En Grèce**, un des enjeux de l'élection est le score de la droite au gouvernement, la Nouvelle démocratie de Mitsotakis, sur fond d'appauvrissement de la population et de droitisation de la ND. Hélas, un recul de la ND profiterait probablement à l'extrême droite de Elliniki Lyssi (Solution grecque). À gauche se présentent Syriza, désormais ouvertement libérale et pro-UE, et le Pasok, qui tente de se refaire une santé après des années de collaboration avec la ND. Du côté des réformistes, c'est l'éclatement : Nea Aristera a été constituée par des cadres de Syriza resté-es sur la vieille ligne de gauche. Le KKE est la principale des forces qui dénoncent l'UE et l'OTAN

(sans un mot contre l'agression impérialiste de Poutine). MERA a été fondée autour de Varoufakis. Elle est soutenue par l'Unité Populaire (LAE), l'ancienne aile gauche de Syriza. Dans la gauche radicale, c'est également la division qui domine : Anametrisi (dans laquelle militent les camarades de Tendance programmatique Quatrième internationale, TPT, un des deux groupes de l'Internationale, avec l'OKDE-Spartakos) a tenté de construire une liste unitaire de la gauche radicale, comme réponse à l'urgence sociale et antifasciste. Mais cette tentative a été mise en échec par le sectarisme du KKE et la situation d'Antarsya, qui se recroqueville et se divise, ainsi que par le cours hégémoniste de Varoufakis.

**En Suède**, la section de l'Internationale, Socialistisk Politik appelle à voter pour le Vänsterpartiet (le Parti de Gauche) aux élections européennes. De nombreux membres de Socialistisk Politik sont activement impliqués dans le Parti de Gauche. Celui-ci détient actuellement un siège au Parlement européen. Les camarades mettent en avant la nécessité pour la gauche d'être unie dans et en dehors des élections et des parlements, pour construire un rapport de force. Sous le slogan « l'alternative, c'est une Europe rouge », ils et elles mettent en avant les nécessités internationales et internationalistes de la campagne, sur les politiques libérales, la crise climatique, l'énergie, les marchés financiers, la production alimentaire, les migrant-es. ■

A.L., le 28 avril 2024

1) Lire à ce propos le dossier d'avril de la revue *L'Anticapitaliste*.

2) Lire, dans *Inprecor* n°719, « Élections portugaises : un virage à droite mais un avenir incertain », par Adriano Campos et, dans le numéro 711-712, « Portugal : cinq remarques sur un bouleversement politique », de Fernando Rosas, sur notre site internet, « Bloc de gauche : "une référence politique" », par Jorge Costa.

# Sénégal: Après la victoire électorale de l'opposition

L'élection de Bassirou Diomaye Diakhar Faye avec 54,28 % des voix, dépassant largement le candidat du pouvoir Amadou Ba (35,79 %), peut être considérée comme la seconde rupture qu'a connue le Sénégal depuis son accession à l'indépendance en 1960.

Par  
Paul Martial\*

La première fut celle de la victoire électorale de Abdoulaye Wade en mars 2000. Elle mit fin à quarante années de pouvoir du Parti socialiste, incarné d'abord par Léopold Sédar Senghor puis par Abdou Diouf. La victoire de Wade fut accompagnée par une mobilisation électorale de forte ampleur avec une participation massive de la jeunesse. La gauche sénégalaise avait aussi mis tout son poids dans cette victoire. Une victoire qui venait sanctionner un régime finissant, où les politiques d'ajustements structurels, dont le Sénégal a été le premier pays à être victime, ont détérioré fortement les niveaux de vie des populations. De plus, l'absence de perspectives pour une grande majorité des jeunes était durement ressentie.

## Derrière les grands travaux, le libéralisme outrancier

Quant à Macky Sall, il arrive au pouvoir en mars 2012. Il profite d'une situation de grande mobilisation contre Wade qui tente de briguer un troisième mandat. Si Sall a adhéré à And-Jéf/Mouvement révolutionnaire pour la démocratie nouvelle, organisation de la gauche radicale, il n'y est pas resté longtemps puisque l'essentiel de sa carrière s'est déroulé au Parti démocratique sénégalais (PDS) de Wade, dont il fut le Premier ministre. Il quittera le PDS avec quelques dizaines de cadres pour fonder l'Alliance pour la République (APR-Yaakaar). Alors que la classe politique entière se consacre à la lutte contre la tentative de troisième mandat de Wade, bien que se situant dans l'opposition, lui utilise temps, énergie et argent pour faire



Le président Macky Sall après le premier trajet du TER à la gare de Dakar, le 15 janvier 2019.  
© Seydina Aba Gueye (VOA) — Domaine public.

campagne et construire un réseau qui lui permettra d'être au second tour et de gagner l'élection présidentielle grâce au ralliement de la plupart des candidats.

Lors de son second mandat, beaucoup d'observateurs ont cru que la croissance économique du pays de la *teranga* (1) permettrait une réduction importante de la pauvreté. Ce ne fut pas le cas. La croissance du Sénégal est avant tout issue de prêts qui ont servi à des grands travaux d'infrastructures comme la construction d'un nouvel aéroport international ou l'édification d'une nouvelle ville, Diamniadio, située au sud de Dakar, qui devrait accueillir les principaux ministères, ou encore la mise en place d'un train express régional reliant cette ville à Dakar – soit 36 km – pour un coût supérieur à 1 milliard d'euros. À titre de comparaison, le budget de la santé pour 2024 s'élève à 450 millions d'euros. Tous ces coûteux projets liés au Plan Sénégal émergent (PSE) ont eu peu d'impact voire aucun sur la vie quotidienne des populations.

L'idée que la croissance économique

permettrait de réduire la pauvreté en l'absence de mesures réduisant les inégalités sociales s'est avérée une illusion libérale. D'ailleurs, même la Banque Mondiale est revenue sur cette idée: «*La croissance reste le principal facteur de la réduction limitée de la pauvreté en Afrique subsaharienne depuis 2000, et non des changements dans la répartition des revenus, ce qui rend l'impact limité de la croissance sur la réduction de la pauvreté particulièrement préoccupant.*» (2)

Dans ce PSE figurait un volet social autour de la mise en place d'une Couverture maladie universelle (CMU). Lors de son lancement en 2015 cette CMU a bénéficié d'un budget de 26 millions d'euros. Elle regroupe les mutuelles

\* Paul Martial est militant de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédacteur régulier d'*Inprecor* et de *L'anticapitaliste* et animateur du site *Afriques en lutte*.

1) Le terme *teranga*, parfois écrit *teraanga*, est un emprunt au wolof qui peut se traduire par «hospitalité». Cette notion de respect, d'hospitalité et d'accueil appartient à la culture du Sénégal.

2) Banque Mondiale, *Africa Pulse*, Volume 29, avril 2024, p. 3.

déjà existantes et permet la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans, l'accouchement par césarienne et le combat contre certaines pathologies comme la tuberculose, le VIH ou l'insuffisance rénale. Dans la réalité, les Sénégalais-es ont été confrontés-es à un manque criant de personnel soignant, particulièrement dans les centres de santé ruraux. De plus, la gratuité est toute relative. Une enquête de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) effectuée entre 2018 et 2019 démontre que « *le reste à charge médical moyen d'une consultation de routine est compris entre 6,5 euros (pour les enfants et les adolescents) et 31 euros (pour les adultes)*. À ce montant, il convient d'ajouter les frais de transport. Le reste à charge moyen total pour une consultation de routine, comprenant les frais de transport, varie de 11 à 32 euros par consultation. Ce montant s'avère très élevé en proportion des ressources des patients. En effet, au Sénégal, la dépense quotidienne moyenne est de 2,12 euros par personne par jour; de plus, près de 38 % de la population vit avec 1,39 euro par personne par jour, qui représente le seuil de pauvreté national calculé en 2019. » (3)

Parallèlement, des affaires de corruption sont mises à jour, touchant directement le pouvoir en place. Un reportage de la BBC met en cause le frère cadet du président pour avoir favorisé, contre rétribution, une entreprise pour l'exploitation du pétrole. La Cour des comptes dénonce des détournements de fonds sur des sommes destinées à la lutte contre le Covid. Une ONG rend publique une information sur la forte présomption de corruption dans l'achat d'armes. Des affaires amplifiées par un népotisme qui bénéficie aussi à la famille de la première dame.

## Le départ calamiteux de Sall

Cette situation peu reluisante s'est dégradée lors des derniers temps du pouvoir. Macky Sall a tenté à son tour de briguer un troisième mandat sans jamais se déclarer officiellement mais en lançant des ballons d'essai. Il a indiqué que le changement constitutionnel remettait le compteur à zéro et donc l'autorisait à se présenter pour l'élection présidentielle de

2024. Cela a soulevé une forte contestation à l'intérieur du pays. Les nations occidentales ont désapprouvé une telle éventualité non pas par souci démocratique, mais par peur d'une déstabilisation du pays. Sall s'est donc contenté de désigner son dauphin Amadou Ba, ce qui a suscité des oppositions entraînant une profonde division dans le camp présidentiel.

Plusieurs candidatures issues de la majorité sont apparues, Mahammed Dionne, ancien Premier ministre, Aly Ngouille Ndiaye, plusieurs fois ministre, ou Mamadou Diao. Le manque de charisme d'Amadou Ba n'a pas permis de dynamiser une campagne électorale qui s'est révélée poussive. Pourtant, Sall avait pris soin de baliser le terrain de son dauphin. Le principal concurrent, Ousmane Sonko, a été écarté. Accusé de viol, il a finalement été condamné pour corruption de la jeunesse – peine sanctionnant une personne qui pousse à la débauche un jeune de moins de 21 ans. Ces péripéties juridiques ont provoqué des manifestations de ses supporters qui ont été violemment réprimées. Le bilan est lourd : 60 morts, des centaines de blessés, la dissolution du parti les Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF), dirigé par Ousmane Sonko. Le Sénégal compte près d'un millier de prisonniers politiques, sans compter le recul de la liberté de la presse avec des journalistes écroués.

Pour conjurer un échec qui s'annonçait, Macky Sall tentera différentes manœuvres allant jusqu'à reporter au dernier moment l'élection, déclenchant une désapprobation générale dans le pays et discréditant encore plus son camp.

Enfin la réception par Macky Sall au mois de mars 2023 de la dirigeante française d'extrême droite Marine Le Pen n'a évidemment pas rehaussé son image déjà bien dégradée au Sénégal.

## La victoire de Faye

Les manigances de la majorité présidentielle ont eu l'effet inverse, elles ont rebuté une majorité de Sénégalais-es soucieux de préserver la démocratie et scandalisés-es par les violences. Preuve en est la cartographie électorale qui montre

les bons scores de Bassirou Diomaye Faye dans les principaux centres urbains – ce qui n'est pas une surprise car les grandes villes du pays favorisent traditionnellement les candidats de l'opposition – mais aussi dans les campagnes. L'électorat rural, faisant exception à l'habitude d'un vote légitimiste favorisant le camp du président sortant, n'a pas permis à Faye de gagner l'élection présidentielle dès le premier tour. C'est une première dans l'histoire du Sénégal, démontrant l'ampleur de la mobilisation électorale pour un parti qui avait de faibles moyens et était en butte à la répression – ses deux dirigeants étaient encore en prison quelques jours avant l'ouverture officielle de la campagne. Le remplacement d'Ousmane Sonko, inéligible du fait de sa condamnation, par Faye, a remarquablement bien fonctionné d'autant que les deux dirigeants n'ont eu de cesse de souligner leur similarité avec le slogan « *Ousmane moy*

*Diomaye, Diomaye moy Ousmane* » (Ousmane c'est Diomaye, Diomaye c'est Ousmane).

Cette victoire d'un camp uni face à un camp présidentiel divisé, affaibli par un bilan social et démocratique peu flatteur, s'inscrit aussi dans le cadre

politique plus général qui caractérise une partie des pays d'Afrique de l'ouest.

Le Sénégal n'échappe pas à la volonté d'une affirmation de souveraineté. Plusieurs batailles politiques ont été menées contre la présence militaire française dans les différentes emprises à Ouakam, au port militaire et à l'aéroport militaire de Dakar, et à Rufisque où se situe la station d'écoute, contre l'implantation de grandes enseignes de la distribution française et pour la sortie du Franc CFA. Lors des manifestations en faveur d'Ousmane Sonko, les bâtiments d'entreprises françaises ont été la cible des manifestants. Si le Sénégal a connu une telle mobilisation « anti-française » c'est que Macky Sall est réputé pour être lié à la France. Alors que, sous le pouvoir d'Abdoulaye Wade, les entreprises françaises ont été souvent écartées au profit des chinoises ou des turques, elles sont revenues en force pour les grands travaux dans le cadre du Plan Sénégal émergent. Les multinationales ont eu la part belle, c'est le cas par exemple pour la construc-

“*Entre profit et patriotisme, le choix est rapidement fait, d'autant que la bourgeoisie sénégalaise est surtout issue du milieu commerçant.*”

3) « La CMU réduit-elle les dépenses de santé des personnes vivant avec le VIH au Sénégal ? », 13 septembre 2021, *The Conversation*.



tion de la ligne du TER confiée à un groupe d'entreprises composé d'Alstom, Engie et Thales, l'exploitation de la ligne étant réalisée par la SNCF et la RATP. Quant à la fourniture d'eau potable, ce sont deux entreprises françaises qui ont remporté le marché de la construction d'une station de traitement. Idem pour la gestion des terminaux du port de Dakar donnée à Necotrans et Bolloré. D'ailleurs le président français Emmanuel Macron ne s'y est pas trompé en proposant à Macky Sall une confortable retraite en pantoufles comme président du comité de suivi du « Pacte de Paris pour la planète et les peuples ».

La victoire électorale de Faye traduit la volonté de changement qui se décline avec l'affirmation d'un souverainisme, le refus d'un personnel politique corrompu et l'amélioration des conditions sociales et économiques. Dans d'autres pays africains, ces exigences, ou au moins une ou deux d'entre elles, apparaissent

sous des formes différentes. Ainsi, au Mali et au Burkina Faso, les juntes s'affichent comme les meilleures défenseuses de la souveraineté du pays et parviennent à développer une base sociale en faveur de leur régime. Au Gabon, c'est un sentiment de soulagement qui s'est exprimé parmi les populations après le coup d'État qui a renversé la dynastie Bongo. Au Cameroun, c'est Maurice Kamto, un haut fonctionnaire qui est arrivé second à l'élection présidentielle de 2018 contre Paul Biya, au pouvoir depuis 42 ans. Idem en Ouganda où le rappeur Bobi Wine est le principal opposant et défie la dictature de Yoweri Museveni, vieille de plusieurs décennies. Au Tchad, le parti Les transformateurs – créé en 2019 par Succès Masra – initie la forte mobilisation contre la prise du pouvoir par le fils Déby. Succès Masra se ralliera plus tard au régime. La question ne porte pas, comme souvent on peut l'entendre à l'occasion des coups d'État, sur

un rejet de la démocratie; mais plutôt sur un rejet des dirigeants, qu'ils soient arrivés au pouvoir démocratiquement ou non. Ce rejet pouvant se traduire par des coups de forces ou des mobilisations électorales.

S'inscrire dans cette volonté et cette dynamique de changement souhaitées par les populations, notamment les plus jeunes, est important et la gauche sénégalaise ne s'y est pas trompée, à l'exception notable du Parti de l'indépendance et du Travail (PIT), le PC local. Il a préféré soutenir le camp présidentiel, jugeant les dirigeants du Pastef comme des inté-

que le pays est mal dirigé, victime de la corruption, du népotisme et du copinage. D'où leur volonté de proposer des mesures qui permettent une meilleure gouvernance. Le programme présidentiel du Pastef est avant tout technocratique. C'est un ensemble de mesures administratives qui ne remettent nullement en cause les rapports de production et la bureaucratie étatique. Au niveau économique, le programme s'inscrit dans un cadre libéral. L'idée est que le redressement du pays se fera à partir d'une administration efficace et d'un patriotisme économique

des dirigeants des entreprises. Cette croyance recèle une double illusion car entre profit et patriotisme le choix est rapidement fait, d'autant que la bourgeoisie sénégalaise est surtout issue du milieu commerçant.

De plus la plupart des grandes entreprises sénégalaises sont en fait déte-



L'opposant ougandais Bobi Wine.  
© AP/Nicholas Bamulanzeki

nues par des capitaux étrangers, souvent français. C'est le cas de Sonatel (télécommunications), Total, le Groupe Mimran (agroalimentaire), Sococim (ciment), TSE-SA (matériel et équipement), Sentel (télécommunication et réseaux), SDE (Sénégalaise des Eaux), Société Générale de Banque, DIPRO- Pharma Sénégal, Shell, Industries chimiques du Sénégal (contrôlé par le groupe indonésien Indorama basé à Singapour), Oilibya (produits pétroliers détenus par des capitaux libyens), Elton SA (détenu par des fonds d'investissement), SBG Sénégal (entreprise de construction à capitaux saoudiens), etc.

## Un programme politique très limité

Le Pastef a été fondé en 2014 par une cinquantaine de personnes, la plupart venant du Syndicat autonome des agents des impôts et domaines (SAID) créé et dirigé par Ousmane Sonko. Sa notoriété s'est établie au fur et à mesure qu'il critiquait la corruption, et sa radiation de la fonction publique lui a assuré un fort capital de sympathie notamment dans la jeunesse.

Les dirigeants du Pastef sont en grande partie des jeunes issus de la haute administration centrale, qui considèrent

La promotion du patriotisme économique impliquerait que les grandes entreprises soient au moins sénégalaises, ce qui n'est pas du tout le cas: sur les vingt entreprises les plus importantes, six seulement appartiennent à des ressortissants sénégalais. Sur ces six, quatre sont des compagnies commerciales, donc sans

création de valeur ajoutée. La seule solution résiderait dans une nationalisation des entreprises à capitaux étrangers, permettant au pouvoir public de disposer d'un levier pour orienter l'économie selon les décisions politiques. Mais une telle mesure n'est absolument pas prévue dans le programme du Pastef. Seul est proposé un État interventionniste dans le domaine économique et le développement « [d'] un secteur privé très fort en renforçant les capacités des entreprises et en développant des chaînes de valeur des produits miniers et pétroliers. » (4)

Sur la démocratie, les mesures sont prévues pour garantir l'État de droit, notamment sur la question de l'indépendance de la justice. Mais rien n'est avancé pour permettre un contrôle de la population sur le fonctionnement de l'État et encore moins sa participation à la gestion du pays. C'est à l'identique pour les droits des travailleurs, si ce n'est l'engagement de garantir le respect des conventions collectives dans les entreprises. Quant aux travailleurs du secteur informel, la seule proposition est de sensibiliser à l'intérêt de la formalisation du travail: « *Nous mettrons en œuvre des programmes d'information, de sensibilisation et de formation des acteurs de l'informel sur la formalisation et ses multiples avantages: droit aux aides de l'État en période de crise, retraite, IPRES/CSS, mutuelle, congés payés, indemnités chômage, etc.* » (5)

## Prendre en compte toutes les luttes

Il y a une dichotomie entre le programme du Pastef et les mobilisations qui se sont déroulées dans le pays. Ainsi, sur la question de la présence militaire française au Sénégal et sur le franc CFA, aucune mesure n'est préconisée, pas plus que sur l'implantation des grandes enseignes commerciales françaises – même si ces problèmes sont évoqués lors des meetings.

Tout comme l'absence de prise en

compte des aspirations des populations spécifiquement opprimées. On pense d'abord aux luttes des femmes pour leurs droits, notamment à l'avortement. L'absence de légalisation de l'IVG est une catastrophe pour le pays. De nombreux corps de nouveau-nés sont retrouvés dans les décharges publiques et 19 % des femmes détenues le sont pour infanticide (6) sans compter les avortements clandestins mettant en danger la santé voire la vie des femmes. Mais aussi aux luttes contre les discriminations et les violences. Pourtant les luttes féministes au Sénégal sont présentes. Dans les années 80, Yewwu Yewwi PLF (Pour la libération de la femme) a mené de nombreux combats contre le patriarcat, des revendications qui sont oubliées dans le programme du Pastef.

L'immigration importante de Sénégalais-es vers l'Europe n'est pas questionnée. Il ne s'agit pas seulement de raisons économiques et d'absence de perspectives. Les causes sont aussi à trouver dans les structures très hiérarchisées de la société

qui donnent peu de place aux cadets au profit des aînés. Il existe un système discriminatoire lié à l'origine sociale comme le souligne Seydi Gassama, représentant d'Amnesty International Sénégal: « *La discrimination basée sur les castes et l'ascendance constitue une grave atteinte aux droits et à la dignité humaine. Et les organisations de droits humains doivent s'engager plus vigoureusement en faveur de son éradication* » (7). Quant aux populations LGBTI+, elles sont stigmatisées et considérées comme une importation de l'Occident. Ce qui est factuellement faux comme en témoigne bien avant la colonisation l'existence des Goor-Jigeen, désignant aussi bien les hommes inversant leur genre que les hommes homosexuels. Ousmane Sonko se prononce pour de plus lourdes sanctions pénales contre ces populations, soutenant le combat du collectif And Sann Djikoyi, fer de lance de l'homophobie au Sénégal.

Il n'y a rien non plus sur les questions environnementales, si ce n'est un contrôle accru de l'exploitation du pétrole. En ne se départissant pas de sa vision technocratique libérale et profondément conservatrice sur les questions d'oppression, le Pastef ne pourra répondre aux attentes des populations.

## Vers une gauche plus offensive

Le succès électoral du Pastef est lié à la volonté de tourner la page d'une série de gouvernements, du Parti socialiste d'abord, puis ensuite du PDS et APR, qui ont tous été incapables d'améliorer les conditions sociales et économiques des populations et ont tous été marqués par la corruption. Régler la question du chômage et améliorer le pouvoir d'achat sont les deux questions clefs. Si le programme du Pastef n'y répond pas – du moins directement – les discours et les prises de position lors de la campagne électorale, tant de Faye que de son mentor Ousmane Sonko, assurent qu'ils s'attaqueront à ces problèmes.

La gauche, bien que très affaiblie par la période Wade, a accompagné le combat et la victoire électorale. Des organisations comme Yoonu Askan Wi /Mouvement pour l'autonomie populaire, issu de And-Jéf, ont intégré le Pastef. L'erreur serait, sous prétexte de ne pas gêner les actions du nouveau président Faye, de mettre de côté les revendications sociales. D'autant que la gauche, marquée par son origine maoïste, peut être sensible à l'idée d'une union nationale contre l'impérialisme et favoriser la bourgeoisie nationale contre les multinationales occidentales en laissant de côté l'exploitation des travailleurs.

D'autres voix se font entendre comme le relate le journal *Ferñent*: « *Pourtant il y a une gauche, certes minoritaire, au sein de Pastef, qui adopte jusqu'à présent un profil bas face à un courant réactionnaire s'appuyant sur le rouleau compresseur d'une réislamisation d'une société qui n'épargne pas la sphère publique. Cette gauche pourrait s'appuyer sur une jeunesse curieuse, connectée, mais vierge de la mémoire des luttes démocratiques et anti-impérialistes. Cette gauche doit relever la tête et entraîner cette jeunesse dans la lutte contre toute discrimination basée sur le sexe, l'appartenance religieuse, l'orientation sexuelle. Aucun compromis ne devrait être toléré dans la lutte contre le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme. Les résultats faibles d'un parti dont le guide est un chef religieux ainsi que l'impact faible des structures religieuses sur ces élections devraient conforter la gauche dans ce combat incontournable à moyen et à long terme.* » (8)

C'est à cette condition que la gauche pourra se reconstruire et être capable d'influencer l'expérience qui s'ouvre avec la victoire électorale de l'opposition. ■

Le 22 avril 2024

4) Programme de Diomaye.

6) « Au Sénégal, les ravages de la croisade anti-IVG », Coumba Kane, 28 avril 2022, *Le Monde*.

7) « Sénégal: Seydi Gassama dénonce la discrimination basée sur les castes et l'ascendance », Agence de presse sénégalaise, 16 septembre 2021, *allAfrica*.

8) *Ferñent*, avril 2024, p. 18 in *Afriques en lutte*.

# L'écologie et le revenu au cœur de la crise agricole

Dans le monde entier, les paysan·nes se mobilisent de plus en plus régulièrement. Nous avons interrogé Roxanne Mitralias, animatrice de la Confédération paysanne, qui nous donne un aperçu des changements en cours dans l'agriculture et leurs conséquences sur le monde paysan.

Entretien avec  
Roxanne Mitralias\*

**Peut-on parler d'une réorganisation du marché mondial agricole ces dernières années ? Si oui, en quoi consistent ces changements ? Quel est le rôle des guerres et quel est le rôle de la transformation des exploitations agricoles ?**

Pendant la pandémie, on a pu constater l'extrême fragilité des systèmes alimentaires mondiaux, notamment les plus capitalistiques, et une accélération des phénomènes déjà en cours. Cette extrême fragilité est liée au fait que ces systèmes sont devenus extrêmement dépendants des exportations et des importations, notamment dans les vingt dernières années. La sécurité alimentaire est peu assurée, au niveau des pays, et même de grandes régions comme l'Europe.

Les chaînes de transformation agroalimentaire notamment et toute la logistique, y compris de la production primaire agricole, étaient fortement salariées, avec de la main-d'œuvre très mal payée, notamment sans-papiers. Et cette main-d'œuvre n'arrivait pas à venir, par exemple en France, ce qui fragilisait le système.

Avec l'épidémie de grippe aviaire, on rencontre des phénomènes assez similaires à ceux du Covid: un grain de sable, plus ou moins petit – parce que le Covid comme la grippe aviaire sont loin d'être petits – génère des difficultés importantes. Avec le Covid, dès que le virus entrait dans une chaîne, dans une usine, un abattoir ou autre, les salariées tombaient malades, et assez rapidement tout le système tombait en panne.

C'est pareil pour la grippe aviaire: à partir du moment où le virus entre dans les grosses usines de volailles, il y a des

répercussions importantes. Ainsi, il y a eu des pénuries d'œufs, par exemple en Angleterre cette année, à cause de l'impact de la grippe aviaire notamment sur la production de reproducteurs.

Donc on a une production agricole et un marché agricole très mondialisés. On a énormément de petits paysans de par le monde qui produisent la majorité de l'alimentation dans le cadre d'une agriculture vivrière ou familiale. Selon la FAO (Food and Agriculture Organization, organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), l'agriculture vivrière représente de 70 à 80 % du total des exploitations mondiales.

**Concernant la grippe aviaire, il semble qu'elle ait réussi non seulement à se transmettre aux oiseaux, mais que ça toucherait aussi des élevages de porcs et que ça se transmettrait aussi aux êtres humains – des ouvriers agricoles ont été malades. Que sais-tu à ce sujet ?**

Je ne travaille plus sur la grippe aviaire, mais j'ai vu récemment qu'il y a une préoccupation majeure aux États-Unis, parce que la grippe aviaire a été transmise dans des élevages de mammifères, chèvres et vaches, et pour la première fois, même si ça reste à confirmer, il y a eu des transmissions des vaches vers l'homme. Il y a aussi des transmissions inter-espèces entre les vaches par exemple.

Au Danemark et en Espagne, des élevages ont été fermés, ils ont tué tous les animaux des élevages de visons parce

que ces petits mammifères sont potentiellement un intermédiaire entre humains et oiseaux notamment.

La grippe aviaire est donc une très grosse préoccupation pour la santé mondiale. La Confédération paysanne a réalisé un très gros travail sur la question de la grippe aviaire depuis 2015, pas tant sur le risque santé humaine, qui est limité

pour le moment, mais plutôt pour ce que cela révèle de l'organisation de l'industrie agroalimentaire de la volaille, une organisation en termes logis-

tiques et en termes d'implantation d'élevages qui n'est absolument pas robuste d'un point de vue sanitaire. C'est gros, ça circule de partout et ça s'infecte facilement.

Cela forme une espèce de cluster au niveau planétaire qui infecte la faune sauvage, alors que traditionnellement la grippe aviaire passait de la faune sauvage vers la faune domestique. La France est devenue un territoire endémique: ils ont mis tellement d'animaux au même endroit – par exemple la production de canards a triplé en vingt ans – qu'on voit les limites d'un marché agricole et alimentaire qui n'est pas rationnel.

Il faudrait réfléchir complètement différemment. Il faudrait imposer, par exemple, qu'au-delà d'un certain taux d'animaux dans un territoire, on n'ait plus le droit d'implanter une entreprise, une ferme de volailles.

« La France est devenue un territoire endémique: ils ont mis tellement d'animaux au même endroit qu'on voit les limites d'un marché agricole et alimentaire qui n'est pas rationnel. »

\* Roxanne Mitralias est journaliste dans le domaine de l'agriculture. Elle travaille pour *Campagnes solidaires*, le mensuel de la Confédération paysanne. Elle a également été militante du CADTM et de Syriza Paris.

# Agriculture

**Est-ce qu'on peut parler d'une réorganisation du marché mondial ? Est-ce qu'il y a eu une modification des circuits de transport avec la pandémie ?**

Il est difficile de répondre parce qu'il y a de grosses puissances agricoles et alimentaires dans les pays qu'on met en général dans la catégorie des pays du sud. L'Inde, le Brésil, la Chine sont de très gros producteurs.

Après le Covid, il y a eu de très grosses perturbations, mais pas seulement dans l'agriculture: il y a eu des problèmes de chaînes d'approvisionnement, de logistique, etc. Les prix ont flambé, certaines matières premières ont eu de gros problèmes de disponibilité. Des matières premières restent encore à des prix extrêmement élevés. Des rapports qui ont été faits sur l'inflation et sur les prix pratiqués par l'industrie agroalimentaire montrent qu'ils en ont profité et ont gardé des prix hauts alors que les problèmes étaient en grande partie résolus sur les plans de la logistique et de la disponibilité.

**Tu as dit qu'il y avait une crise de la main-d'œuvre immigrée, que les saisonniers ou les immigrés qui travaillaient habituellement en Europe notamment, ne pouvaient plus entrer. Est-ce que tu peux expliquer un peu plus ? Et deuxièmement, on a le sentiment qu'il y a une réduction de la main-d'œuvre familiale en petite structure dans les pays d'Europe. Est-ce que c'est le cas dans le tiers monde ?**

En Europe, la situation est assez diverse. Les pays sont assez différents entre eux. En tout cas, il y a une érosion de la paysannerie. Il y a de moins en moins de paysans et de paysannes. Il y aura énormément de départs à la retraite dans les 10 ans à venir, et absolument pas de solution face à ça. Il n'y a pas d'installation

massive d'agriculteurs et d'agricultrices.

Il faut avoir aussi en tête que la paysannerie, c'est quelque chose de très, très inégal. Piketty émet l'hypothèse que c'est la profession la plus inégalitaire: un peu moins de 20 % des paysans sont sous le seuil de pauvreté. Et à l'opposé, on a des franges supérieures extrêmement riches: 10 % des producteurs de porcs les plus riches touchent plus de 450 000 euros par an. Ce sont des revenus très importants.

Les plus riches sont les producteurs de céréales, de spiritueux et de porcs. Et les plus pauvres, à l'inverse, produisent des bovins allaitants, des ovins et caprins.

Je disais tout ça parce qu'il faut avoir en tête que la plupart des chiffres du ministère de l'agriculture traitent de 99 % du volume de production, laissant de côté les plus petites fermes, celles qui font moins de 10 hectares. Et ces fermes-là sont assez nombreuses, en fin de compte. Certaines exploitantes n'existent pas pour les statistiques: 10 à 20 % en sont exclues selon les productions! Entre autres, ceux et celles travaillant dans des toutes petites fermes. Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) couvre le champ des exploitations qui contribuent à plus de 90 % de la production standard du pays et utilisent plus de 90 % de la surface agricole, soit 65 % de l'ensemble des exploitations agricoles.

En France, beaucoup de petites fermes produisent peu. À l'inverse, la plus grosse part du volume de production est produite par peu de fermes. Ces fermes-là, les plus industrialisées, et en particulier dans certaines productions comme le vin ou les fruits et légumes, sont des fermes qui font massivement appel à la main-d'œuvre saisonnière, notamment immigrée, notamment de personnes sans-papiers.

Cette culture bénéficie de dérogations au droit du travail pour accueillir des personnes immigrées qui ont des contrats saisonniers, qui viennent en France seulement pour ça.

Et donc, ces entreprises embauchent ces personnes dans leur pays et les font venir avec des conditions de vie et de travail qui sont proches de l'esclavage. La main-d'œuvre mal payée, immigrée, est directement corrélée en mode de production et à la taille de l'exploitation. À l'inverse, dans les petites fermes, il est déjà difficile de se payer, alors avoir de la main-d'œuvre saisonnière, c'est très compliqué, sauf parfois dans le maraîchage, parce qu'il y a vraiment un pic d'activité.

Donc à l'époque du Covid, ces flux de personnes se sont arrêtés, car les frontières étaient fermées. Et du coup, il y a eu de très gros soucis, c'était l'époque où le gouvernement disait aux profs d'aller cueillir les fraises. Donc, de ce point de vue-là, le système est quand même assez peu robuste. Il fallait faire venir des gens de très loin pour assurer ce genre de tâches. Et ce n'est pas viable tout le temps, surtout en situation de crise.

**Est-ce qu'il y a toujours une concentration des terres agricoles ? Tu disais qu'en France il y a pas mal de fermes moins de 10 hectares. J'avais noté que l'obligation de mettre des terres en friche ne concernait que des fermes au-delà de 10 hectares. En Pologne, par exemple, cela ne concerne que 25 % des paysans...**

Ce n'est pas autant qu'en Pologne, mais ça concerne quand même pas mal de monde. D'autant plus qu'en France, une grosse partie de la terre cultivée est en fermage, pas en propriété. Le fermage est une entorse au droit de propriété obtenu par les paysans français, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, par une réforme agraire non aboutie, comme nous disons à la Confédération paysanne. C'est un bail qui donne la possibilité au fermier pendant 10 ans de sécuriser son travail et les terres sur lesquelles il travaille. Mais il n'en est pas propriétaire pour autant. C'est très utilisé en France.

Pour revenir sur la question foncière, récemment on a publié un article de Tanguy Martin qui est spécialiste de ces questions foncières. Pour lui, on a un retour de la rente foncière en France. De plus en plus d'investisseurs extérieurs au monde agricole accaparent des terres et il y a un renforcement du fonctionnement en sociétés par rapport aux fermes traditionnelles. Ils utilisent notamment les Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).

L'article explique: «*La propriété foncière n'a pas dit son dernier mot! Elle a*



Grippe aviaire, extermination par mousse dans un poulailler, Israël  
© Roeë Shpernik, CC BY-SA 4.0

profité de la conjonction de deux phénomènes au début du 21<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, au début des années 2000, la majeure partie des subventions de la PAC sont désormais proportionnelles à la surface, plutôt qu'à la production. Ensuite, on observe un approfondissement de la division du travail dans l'agriculture française et l'émergence d'entreprises de travaux agricole (ETA) qui proposent de faire «à façon» toute l'activité de la ferme, ce que l'on appelle la délégation de travail intégrale. Cette dernière concerne désormais 7% des exploitations en France. Ainsi, un-e propriétaire qui se déclare agriculteur-riche peut toucher les aides de la PAC, surtout s'il possède une grande surface, et laisser le travail à d'autres. Alléluia, la rente foncière a été ressuscitée. Tout cela procède d'un mouvement plus large où l'agriculture est de plus en plus une affaire de salarié-es. Nous allons vers une agriculture sans agriculteur-riche!» (1)

Il faut avoir en tête qu'aujourd'hui pour s'installer en agriculture, en élevage laitier en Bretagne, il faut au moins 700 000 euros. C'est extrêmement difficile. C'est la première raison pour laquelle il n'y a pas assez d'agriculteurs.

Et le phénomène est assez similaire dans tous les pays d'Europe.

## Quel est le rôle des grandes entreprises qui gèrent les semences et les engrais ?

Il y a plusieurs enjeux autour de tous les intrants – semences, pesticides ou engrais. Qui dit intrants dit nécessité de les payer. La Confédération paysanne défend l'agriculture paysanne, c'est-à-dire la tentative d'être le plus autonome possible et de réduire au maximum ce type de dépenses. Il y a une question économique d'abord, mais il y a aussi une question de liberté de choix parce que tous ces produits sont souvent vendus ensemble. C'est un paquet technologique.

Les semences que tu achètes sont des variétés qui promettent une plus grande productivité mais, pour avoir ce type de productivité, il faut mettre tel produit pesticide qui va avec la semence. De même pour l'engrais, il faut apporter de la matière fertilisante, sinon la variété en question ne marche pas bien.

Ce dont on parle peu, c'est que tout cela est fait pour des territoires avec des itinéraires techniques assez spécifiques, la monoculture, pour mettre sur une plaine. Ce n'est pas forcément adapté à des territoires de montagne plus difficiles. Tout ce qui sort de cette manière de faire productiviste ne marche pas. Toutes les agricultures vivrières qui ne sont pas dans ce mode de développement-là sont vouées à disparaître. C'est le cas pour les pays du sud de l'Europe et pour les pays africains, sauf exception.

En plus, ces modèles-là montrent leurs limites dans le cadre du changement climatique. C'est un vrai sujet, tous ces intrants: l'agriculture est locale, ce n'est pas une production que tu peux répliquer de la même manière partout. Elle dépend des personnes qui la font. La production en lien avec la nature n'est pas répliquable à l'infini n'importe où, même si les grosses entreprises voudraient faire ça pour pouvoir vendre leurs produits partout dans le monde.

## Tu disais que tout ce qui n'entre pas dans ce modèle est voué à disparaître. Pourquoi ? Est-ce que c'est une question de rendement ? Est-ce que c'est une question de capacité à recevoir des investissements ?

C'est un peu ce qui s'est passé depuis des décennies en Europe. Les petites fermes ont disparu progressivement avec l'exode rural, parce qu'elles n'étaient pas assez concurrentielles dans le marché unique européen. C'est la même chose par rapport aux accords de libre-échange et aux pays du Sud.

Soit l'agriculture et l'alimentation sont des activités que l'on considère comme indispensables à la vie et on doit les sortir du marché. Alors toutes ces agricultures, avec leur diversité, feront ce qu'elles ont à faire, c'est-à-dire nourrir les gens dans une sphère géographique donnée. Soit on considère que ce sont des activités marchandes et dans ce cas il faut qu'elles soient rentables au niveau régional, national ou international.

On ne peut pas imaginer qu'une prairie à 1 000 mètres d'altitude produise de la même manière qu'une plaine dans la Beauce. Pour autant, il faut pouvoir se nourrir sur toute la

planète. Et l'agriculture ne sert pas qu'à se nourrir : il y a aussi l'entretien des paysages, la diversité culturelle, alimentaire, tout ce qui fait le ciment de nos sociétés.

## Est-ce que tu peux donner quelques éléments et exemples sur les effets, dès aujourd'hui, du changement climatique ?

Je pense que les grosses évolutions sont à venir dans quelques années ou dizaines d'années devant nous. En ce moment, les rapports s'enchaînent sur la dévastation que va engendrer le changement climatique. En particulier en Europe, on va avoir à faire face à des modifications structurelles des modes de production et de ce qu'on produit. Par exemple, dans la zone autour de Perpignan, il n'a pas plu depuis près de deux ans. On est dans un processus de désertification, il n'y a plus d'eau dans les rivières. Pour autant, il y a un projet de construction d'un golf! Alors que la question plus profonde, c'est de savoir s'il y aura demain une agriculture là-bas! Récemment, en réunion, on se disait qu'il faut s'orienter vers des modèles d'oasis, des choses qu'on ne connaissait absolument pas en Europe.

C'est un exemple, mais il y en a d'autres: la culture du maïs en France est une aberration car elle consomme énormément d'eau, notamment de retenues spécifiquement dédiées. Le maïs n'est pas une plante européenne, on n'est pas obligé d'en produire en France.

Il faut diversifier les systèmes, faire plus de polyculture, retenir l'eau dans les sols, faire de l'irrigation gravitaire comme autrefois avec les terrasses. Tout cela nécessite énormément d'investissements.

Il y a aussi d'énormes interrogations sur le vignoble, qui se déplace vers le nord. Un rapport récent disait que les prochaines zones de production, ça va être la Flandre.

L'Agence européenne de l'environnement a publié, le 11 mars, sa première évaluation européenne des risques climatiques pour l'UE, qui identifie 36 risques à plus ou moins long terme «auxquels notre société n'est pas suffisamment préparée», notamment pour l'agriculture et l'alimentation. L'Europe est décrite comme le continent qui se réchauffe le plus rapidement avec des risques pour sa sécurité énergétique et alimentaire, ses écosystèmes, ainsi que ses ressources en eau. Pour les cultures, le rapport pointe un risque critique pour les régions du sud de l'Europe, où est attendue une augmentation considérable des températures et de la sécheresse.

1) Tanguy Martin, *Campagnes solidaires*, numéro 402.



La ville de Larissa inondée par la rivière Pineios, ici le 9 septembre 2023. © Stamos Prousalis / Reuters

Et de prévenir que les pays d'Europe centrale sont eux aussi menacés.

L'Europe va devoir faire face à des degrés de réchauffement importants. En France métropolitaine, c'est + 3° à l'horizon 2050 et + 4° à l'horizon 2100 selon les politiques environnementales actuelles. Ça veut dire une augmentation de l'intensité et de la fréquence d'événements extrêmes.

### Peux-tu expliquer ce qui fait l'unité des mobilisations qui ont eu lieu ces derniers mois, et leurs différences ?

Première chose, c'est le premier mouvement agricole européen simultané dans l'histoire. Ça a touché tous les pays: Italie, Espagne, Grèce, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Pologne, Allemagne, Belgique, France, Irlande et même la Suisse – alors que la Suisse n'est pas concernée par la PAC. Même en Angleterre, il y a eu quelques débuts de mobilisation.

On pourrait penser que les paysans ne sont pas les populations les plus connectées entre elles-mêmes, et pourtant un mouvement européen a émergé dans cette catégorie socio-professionnelle.

Malgré la grande diversité, il y a une certaine unité dans les revendications. Il y a un rejet du «carcan administratif», comme ils disent. Je pense que c'est assez vrai: une déclaration PAC est quelque chose d'effrayant. Ça à voir avec la numérisation et la fracture numérique. Ce sont vraiment des machines qui écrasent. Il y a un vrai sujet sur les contrôles administratifs en agriculture qui sont faits pour écraser particulièrement les petits producteurs. Ça n'a pas le même effet quand il s'agit de Lactalis ou d'autres mastodontes de ce type qui ne sont jamais contrôlés par la puissance publique. Le système est fait pour eux: ils ont des autocontrôles, c'est-à-dire qu'ils se contrôlent eux-mêmes, par le biais d'experts qu'ils paient. Évidemment, ce n'est pas le cas d'un petit paysan.

Il y a évidemment un rejet du verdissement des politiques agricoles. Et bien sûr, il

y a la question sociale, des revenus, des inégalités. Le fait que l'industrie agroalimentaire ne paye pas au juste prix ce qui est produit, paye en général au-dessous du coût de

production. Et même temps, la distribution pratique des marges et des surmarges absolument indécentes.

L'analyse de Via Campesina Europe, c'est que le rejet du verdissement est présent mais qu'il a comme cause le problème du revenu. Les politiques agricoles et les politiques plus larges industrielles et alimentaires ne font pas en sorte que les producteurs aient un revenu suffisant pour pouvoir endosser la transition agroécologique. Nous disons qu'on ne peut pas faire de transition agroécologique si les gens crèvent de faim, s'ils n'ont pas un revenu suffisamment assuré.

La situation est tellement tendue que le moindre changement, la moindre demande supplémentaire, même si en général elle est plutôt faible en termes d'effort – les jachères, la limitation des engrais, etc. – impacte la productivité, donc impacte le revenu et les paysans ne sont pas capables de supporter ces efforts.

Et à cela, s'ajoutent le changement climatique et tous les autres problèmes écologiques, en particulier dans les pays du Sud. Ces problèmes ne peuvent pas être supportés par les exploitations. C'est particulièrement le cas en Espagne avec les sécheresses, mais aussi en Grèce avec les inondations.

C'est un autre gros sujet qu'on retrouve particulièrement dans l'Europe du Sud, mais c'était aussi le cas par exemple avec les tempêtes qui ont eu lieu en France, en Bretagne et dans le Nord. Les exploitations sont fragiles d'un point de vue économique, elles ne peuvent pas gérer les problèmes climatiques et autres.

Le dernier point est la question ukrainienne. Avec la guerre, l'Europe a voulu ouvrir les frontières aux produits ukrainiens – qui auparavant étaient taxés – pour aider l'Ukraine. Et certaines productions, notamment de céréales et de volailles, en France en tout cas, se sont retrouvées un peu submergées par les produits à très bas prix qui viennent d'Ukraine. C'est aussi le cas du miel.

Il y a plusieurs choses à dire. Par exemple, l'Ukraine semble être une porte d'entrée de

miel venu d'autres endroits, notamment la Chine, ce n'est pas forcément du miel ukrainien. L'Ukraine a d'énormes exploitations de volailles, extrêmement industrialisées. Ils arrivent à produire à prix très bas. L'Ukraine est un des plus gros pays producteurs de céréales au monde.

La position de la Via Campesina Europe sur l'Ukraine, c'est que l'Union européenne aurait pu faire une toute autre politique de soutien à la production alimentaire et agricole ukrainienne. Parce que, très majoritairement, les produits qui sont soutenus par ces levées de taxes viennent d'exploitations industrielles, qui sont loin d'être la majorité en Ukraine. Au contraire, il y a un tissu de toutes petites fermes qui assurent la subsistance des populations rurales ukrainiennes et elles ne sont absolument pas soutenues.

La Confédération paysanne demande la mise en place de prix minimums d'entrée. C'est un dispositif qui existe dans le commerce international et qui consiste à ce que les produits n'entrent pas sous le prix des produits agricoles produits en France par exemple. Pour dire les choses simplement, un kilo de miel ne rentre pas en dessous de 7 euros le kilo en France. Le différentiel serait géré par l'État ukrainien et proposé par exemple au producteur ukrainien de miel. Comme ça, la production locale est aussi soutenue et elle ne vient pas concurrencer la production française.

Ce sont des choses qui ont été pratiquées en Algérie pour protéger la production de pommes algériennes. Ça permet de ne pas fermer les marchés à l'import. Ce n'est pas une politique protectionniste, c'est une politique de solidarité internationale et de soutien mutuel entre paysans. C'est assez différent de ce qu'on entend habituellement.

Après, bien sûr, tout le monde ne défend pas ça chez les agriculteurs, la Coordination rurale n'est pas du tout sur ce genre de propositions.

En France, ça n'a pas le même impact sur les céréales parce qu'elles ont été protégées très tôt par le gouvernement. Il devrait prendre également des mesures sur la volaille. Mais ça a été quand même un gros enjeu pour les agriculteurs des pays de l'Est.

**Comment vois-tu les différenciations sociales dans le mouvement, et comment des organisations comme la Confédération paysanne et Via Campesina essaient-elles d'apporter une réponse ?**

Je crois que tous les syndicats agricoles ont été débordés. Ça a démarré dans le Sud-Ouest en France et autour de la maladie hémorragique épizootique, une maladie bovine qui est arrivée comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ça a démarré dans des milieux pas forcément syndiqués, ils sont descendus en partie spontanément, ils ont fait des blocages et ça a pris. À partir de là, la Coordination rurale, qui est un syndicat ultralibéral, très à droite, et la FNSA dans une moindre mesure, se sont emparées de la colère. La Confédération paysanne a décidé de rejoindre les mobilisations un peu plus tard parce qu'il y avait beaucoup de slogans anti-écologie et la Conf ne se retrouvait pas dans ces mots d'ordre.

Cependant, sur le terrain, c'était quand même assez mixte. Chacun tirait un peu dans son sens, la Conf tirait un peu dans le sens social, du revenu et des inégalités contre des accords de libre-échange. La Coordination rurale tirait plutôt contre les normes. La FNSA se prononçait contre la sécurité sociale agricole, contre

les normes écologiques. Tout ça a cohabité. Au fur et à mesure que le temps passait, ça s'est un peu clarifié: le revenu est devenu une question primordiale parce que le gouvernement n'a pas de réponse sur ce terrain.

Il a cédé assez vite sur les normes environnementales. Ils sont en train de négocier le retour d'un certain nombre de pesticides interdits et de dérouler le tapis rouge aux revendications de la FNSA. Ces dernières, c'est assez étonnant, étaient secrètes!

Mais les paysan-nes sur le terrain n'étaient pas forcément satisfait-es, car les revendications de la FNSA ne sont pas forcément celle des paysan-nes. C'est pour ça que, dans un deuxième temps, Macron a cédé sur les prix planchers. Même si on ne sait pas dans quelle mesure il va tenir parole, il a été annoncé que les prix payés par l'industrie agroalimentaire ne doivent pas être inférieurs au prix de revient. Ce qui va plutôt dans le sens de ce que dit la Confédération paysanne.

Maintenant la situation est plus calme. Le gouvernement voudrait qu'il y ait un mot d'ordre d'arrêt des mobilisations.

La Confédération paysanne a eu l'intelligence de rester dans le mouvement alors que les deux autres syndicats avaient déclaré que

c'était fini, juste après le salon de l'agriculture, début février. La Conf a continué et ça a rebondi au salon de l'agriculture. Le chef de la Coordination rurale, du Lot-et-Garonne, a ramené tout le monde à Rungis et, comme il y avait les CRS, il a dit « ah bah je vais rentrer ». C'était vraiment de la haute stratégie... les masques sont tombés.

Il ne faut pas trop enjoliver, parce que ça reste compliqué sur le terrain et le monde agricole est très partagé, ce n'est pas pour autant que les paysans vont voter pour la Confédération paysanne, qui est perçue comme un syndicat de gauche et des écolos. Mais on va dire que peut-être sur le terrain des revendications sur le revenu, et peut-être la question sociale, la question de la lutte des classes dans la paysannerie est revenue sur le devant de la scène. Et j'ai tendance à penser que ça a été très mauvais pour la FNSA d'être présidée par un agro-manager qui touche 15 millions d'euros pour présider la société Avril.

Après, il ne faut pas non plus penser qu'il y a une révolution en cours dans le monde

agricole français. Ce n'est pas du tout le cas, les équilibres ne changent pas radicalement.

**Est-ce la même dynamique à l'échelle européenne ?**

D'une manière plus générale, les dirigeants sont en difficulté: en France ou plus généralement, ils doivent faire face au problème écologique et ne savent pas faire. Ça impacte la productivité, ça impacte tout.

À un moment, il va falloir qu'ils mettent en place des politiques agricoles qui garantissent le revenu et qui poussent à la transition agroécologique. Tant qu'ils ne font pas ça, les mouvements de colère qui vont émerger vont être un peu spontanés et sans direction.

Et je pense que c'est la même chose un peu partout au niveau européen. Il y a cette trame de fond qui est insoluble dans le productivisme agricole européen. C'est vraiment une grosse contradiction, avec des intérêts divergents extrêmement forts entre d'un côté l'industrie et la grande distribution, et de l'autre la société et les gens, la sécurité alimentaire et la santé, liée à l'utilisation de pesticides.

La réponse qui est donnée au niveau européen, c'est de revenir en arrière sur la

PAC, sur le verdissement de la PAC, sur les pesticides. Ce n'est pas durable. À partir du moment où il n'y a pas de solution sur la question du revenu, la mobilisation va probablement repartir à un moment, pas forcément dans la bonne direction d'ailleurs. Mais pour le moment, on ne peut pas dire que l'extrême droite a été majoritaire, qu'elle a dirigé les mouvements paysans.

**Quel est le poids des différents syndicats à l'échelle européenne ? Peut-on avoir une idée ce que représentent les courants progressistes ?**

En France, c'est 20 % aux élections – à peu près autant que la Coordination rurale – tandis que la FNSA et Jeunes agriculteurs font 55 % ensemble. Il y a un « centre mou » majoritaire et deux extrêmes.

Mais il y a peu de pays où il y a un fonctionnement représentatif et des élections professionnelles. En Espagne, le membre de Via Campesina, c'est Coag, qui est un des trois plus grands syndicats espagnols. Il y a énormément de diversité en leur sein. On a un membre en Angleterre qui s'appelle Landworkers Alliance. Ce sont plutôt des jeunes qui s'installent sur des schémas atypiques.

On a aussi un membre au Portugal qui est assez important. En Italie, il y a plusieurs membres dans le syndicat des paysans bio. On a des membres aussi en Suisse, en Belgique, en Wallonie et en Flandre. En Allemagne, il y a Arbeitgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL), qui est assez petit. Il y a des échanges avec des associations de paysans ukrainiens. Il y a en Turquie un gros syndicat de paysans.

Donc un peu partout il existe une gauche paysanne écologiste même si son poids est très variable. Ça génère un contre-pouvoir, même si ce n'est pas énorme. La difficulté est que, comme il n'y a pas d'élection professionnelle dans la plupart des pays, ce ne sont pas des syndicats mais des associations ou des ONG, qui ne regroupent pas seulement des paysans.

Dans le monde, Via Campesina revendique 200 millions d'adhérent-es. C'est quand même énorme. Le congrès international est vraiment impressionnant, avec des paysans qui viennent de partout dans le monde, avec beaucoup de femmes, de Corée, d'Afrique, des États-Unis, etc. C'est quand même assez incroyable, un bel exemple, et rare, d'internationalisme! ■

*Propos recueillis par Antoine Larrache et Jan Malewski le 9 avril 2024*

## L'attentat terroriste et l'élection ouvrent la voie à Poutine pour l'intensification de la répression et de la guerre

Dans un entretien avec Ashley Smith pour Truthout, le militant Ilya Budraitskis analyse l'attaque terroriste survenue le 22 mars 2024, les élections russes et l'évolution de la guerre.

Entretien avec  
Ilya Budraitskis\*

Le président russe Vladimir Poutine tente déjà d'utiliser l'horrible attentat terroriste qui a eu lieu dans une salle de concert à Moscou pour alimenter ses objectifs impérialistes et autoritaires. Ilya Budraitskis dit craindre que Poutine n'aggrave bientôt « cette tragédie par la répression à l'intérieur du pays et par la mort et la destruction à l'extérieur ».

Le groupe terroriste État islamique de la province de Khorasan (ISIS-K) a revendiqué la responsabilité de l'attentat, au cours duquel un groupe de terroristes a tué et blessé des centaines de personnes qui assistaient à un concert de rock dans la banlieue de Moscou. Des responsables américains

\* **Ilya Budraitskis**, chercheur en histoire et en sciences politiques, enseignant à l'Université de Moscou, organisateur du mouvement anti-guerre jusqu'à son exil en 2022, est militant du Mouvement socialiste russe. Il est chercheur invité au sein du programme de théorie critique de l'université de Californie à Berkeley, et auteur de *Dissidents parmi les dissidents: Idéologie, politique et gauche dans la Russie post-soviétique*. Il est également membre du comité éditorial du site socialiste russe *Posle.media*.

Cet entretien a été publié par Truthout, qui indique qu'il a été « légèrement modifié pour plus de clarté ». Ashley Smith est un écrivain socialiste et un activiste de Burlington, dans le Vermont. Il écrit dans de nombreuses publications, dont Truthout, The International Socialist Review, Socialist Worker, ZNet, Jacobin, New Politics et bien d'autres publications en ligne et imprimées.

1) « Russia's Battle With Extremists Has Simmered for Years », Neil MacFarquhar, 24 mars 2024, *The New York Times*.

2) « In First Remarks on Attack, Putin Tries to Link Assailants to Ukraine », Anton Troianovski, 23 mars 2024, *The New York Times*.

ont également attribué la responsabilité de l'attentat à ISIS-K. Mais le président Poutine et d'autres responsables russes ont fait des déclarations prétendant que l'Ukraine était impliquée dans l'attentat – une manœuvre destinée à détourner l'attention de l'échec de son régime à empêcher l'attaque, et à attiser le soutien à l'escalade de sa guerre impérialiste.

Tout ceci se déroule au lendemain de l'élection présidentielle russe, truquée, au cours de laquelle tous les candidats de l'opposition ont été interdits et où Poutine a remporté une victoire écrasante. Son nouveau mandat devant durer jusqu'en 2030, il deviendra le dirigeant du pays à la plus grande longévité depuis le dictateur soviétique Joseph Staline. Présentant l'élection comme une confirmation du soutien populaire à son régime, Poutine est prêt à consolider son pouvoir réactionnaire en Russie et à étendre sa guerre impérialiste en Ukraine.

Dans l'entretien ci-dessous, le socialiste russe Ilya Budraitskis partage ses réflexions sur l'attaque terroriste, l'élection, le pouvoir de Poutine, la nature du régime de Poutine et la trajectoire de la guerre.

**Que s'est-il passé lors de l'horrible attentat terroriste de Moscou ? Qui en est à l'origine ? Comment les autorités russes et Poutine ont-ils réagi ? Comment vont-ils utiliser l'attentat en Russie et dans leur guerre impérialiste contre l'Ukraine ?**

Un groupe de terroristes est entré dans Crocus City, une salle de concert à Moscou, armé de mitrailleuses et d'engins explo-

sifs. Ils ont attaqué les gardes de sécurité privés, tiré sur les personnes présentes et déclenché leurs engins, déclenchant un incendie et tuant au moins 133 personnes et en blessant plus de 100.

Les forces de sécurité russes ont arrêté 11 personnes, dont quatre qui tentaient de fuir le pays vers le Belarus ou l'Ukraine. Ces quatre personnes étaient des travailleurs migrants originaires du Tadjikistan, une république d'Asie centrale et une ancienne république soviétique. Ils ont avoué avoir commis l'attentat, affirmant qu'ils avaient reçu 5 000 dollars pour le mener à bien.

Immédiatement après l'attentat, sans la moindre preuve, les responsables russes et les médias ont accusé l'Ukraine et ont même laissé entendre que les États-Unis étaient impliqués (1). Poutine a retardé son intervention publique dans l'espoir de trouver ou de fabriquer des preuves à utiliser contre l'Ukraine.

Lorsqu'il s'est exprimé à la télévision nationale (2), vingt heures plus tard, il a affirmé que l'Ukraine essayait d'aider les terroristes à fuir la Russie. Les commentateurs des médias officiels russes ont également dénoncé les travailleurs migrants issus d'Asie centrale, comme s'ils partageaient une sorte de culpabilité collective pour l'attentat.

Aucune de ces accusations n'est crédible. Juste après l'attaque, les porte-paroles ukrainiens ont nié toute implication et ont averti que Poutine blâmerait l'Ukraine et encouragerait le soutien à sa guerre. Il est évident que l'attaque contre les migrants n'est que racisme et xénophobie.

En ce qui concerne les allégations



contre les États-Unis, Washington avait en fait informé la Russie d'une attaque imminente d'ISIS-K, une branche d'ISIS basée en Afghanistan, qui a ciblé la Russie (3) parce que celle-ci a décimé ses forces en Syrie et soutenu le dictateur du pays, Bachar el-Assad. Depuis l'attentat, Washington a accusé ISIS-K de l'avoir perpétré.

Ce groupe a effectivement revendiqué l'attentat (4), et il est probablement le coupable. ISIS-K a pu passer par l'Afghanistan et le Tadjikistan voisin pour s'assurer les services des auteurs de l'attentat.

Poutine a d'abord rejeté les avertissements de Washington en les qualifiant de désinformation et d'alarmisme. Ses forces de sécurité ont toutefois arrêté plusieurs personnes accusées d'être des agents d'ISIS. Mais il est clair qu'elles n'ont pas pris l'avertissement au sérieux, qu'elles n'ont pas éliminé tous les agents d'ISIS à Moscou et qu'elles n'ont pas réussi à empêcher l'attentat.

Néanmoins, Poutine a persisté à essayer d'incriminer l'Ukraine. Il est clair qu'il a l'intention d'instrumentaliser l'attaque pour justifier la répression intérieure et la guerre impérialiste en Ukraine.

C'est ainsi qu'il a réagi à de précédents attentats terroristes. Par exemple, lorsque des militants tchéchènes se sont emparés d'une école à Beslan (5) et ont pris plus de 1 100 otages, il a inconsidérément lancé un raid sur l'école, entraînant la mort de centaines de personnes, mettant un terme aux élections démocratiques des gouverneurs régionaux et aggravant considérablement la guerre en Tchétchénie.

Je prédis que Poutine suivra le même scénario aujourd'hui. Il adoptera de nouvelles mesures répressives, non seulement à l'encontre des terroristes présumés, mais aussi de toute dissidence face à son pouvoir en Russie. Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité, a déjà proposé de rétablir la peine de mort.

Il est probable que Poutine attise également le soutien patriotique en faveur d'une éventuelle nouvelle offensive en Ukraine. Il pourrait ainsi aggraver



Façade du Crocus City Hal après l'attaque.  
© E. N. Solozhenitsin, domaine public.

cette tragédie par la répression à l'intérieur du pays et par la mort et la destruction à l'extérieur.

**Passons maintenant aux résultats des élections russes. Ils sont, bien sûr, sans surprise. Poutine a obtenu 87 % des voix. Étant donné que l'opposition a été écrasée et que les candidats anti-guerre ont été interdits, comment devons-nous comprendre ce résultat (6) ? Dans quelle mesure ce**

**résultat reflète-t-il le soutien populaire au régime, dans quelle mesure est-il le résultat d'un soutien forcé et dans quelle mesure est-il le résultat d'un acquiescement passif ?**

Les résultats de l'élection sont en effet sans surprise. Comme tous les autres dans la carrière de Poutine, ce résultat était réglé

d'avance et truqué. Mais cette fois-ci, il y a des différences. Il a obtenu un score de niveau nord-coréen, ce qu'il n'avait jamais obtenu par le passé.

En 2000, lorsqu'il a été élu pour la première fois à la présidence, il n'a obtenu que 52 % des voix (7). Lors d'autres élections, c'était moins de 70 %, et lors de la dernière en 2018, il a recueilli 76 % des voix (8).

Pour obtenir 87 % des voix, il a abandonné tout semblant de démocratie. Son

régime a organisé l'une des élections les plus falsifiées de l'histoire (9). C'est la conclusion partagée par la plupart des analystes des élections russes (10), à l'exception des soutiens au régime et ses apologistes.

Le niveau de falsification défie toute concurrence: ils ont falsifié les résultats, en publiant des chiffres qui ne correspondaient pas à la réalité. Pour permettre ce trucage des élections, Poutine a détruit toute l'infrastructure des observateurs indépendants.

Par exemple, le régime a interdit l'organisation non gouvernementale Golos (« Voix ») (11), qui avait été la principale organisation à former des observateurs

3) « U.S. Says ISIS Was Responsible for Deadly Moscow Concert Hall Attack », Julian E. Barnes et Eric Schmitt, 22 mars 2024, *The New York Times*; « Moscow concert hall attack: Why is ISIS targeting Russia? », Kevin Doyle, 23 mars 2024, *Al Jazeera*.

4) « Four suspects in Moscow concert hall terror attack appear in court », Andrew Roth et Pjotr Sauer, 24 mars 2024, *The Guardian*.

5) « European Court Faults Russia's Handling of 2004 Beslan School Siege », Sewell Chan, 13 avril 2017, *The New York Times*.

6) « With New Six-Year Term, Putin Cements Hold on Russian Leadership », Anton Troianovski et Nanna Heitmann, 17 mars 2024, *The New York Times*; « Putin's reelection puts him in a class of Russia's longest-ruling autocrats », Ellen Ionaes, 18 mars 2024, *Vox*.

7) « Putin receives 52.5 percent of the vote, is declared winner of Russian presidential election », 27 mars 2000, *CNN*.

8) « Putin tightens grip on power with overwhelming Russian election win », Nathan Hodge, Kara Fox et Angela Dewan, 19 mars 2018, *CNN*.

9) « Putin, claiming Russian voters are with him, vows to continue war », Francesca Ebel, 18 mars 2024, *The Washington Post*.

10) « Many critics say Russia's presidential election is rigged – this is how Vladimir Putin does it », Steve Cannane, 15 mars 2024, *News*.

11) « Russia names Golos monitor as 'foreign agent' ahead of election », 19 mars 2021, *BBC*.

électoraux indépendants. La plupart de ses organisateurs ont été emprisonnés ou chassés du pays.

En conséquence, Poutine a eu les coudées franches pour produire un résultat électoral en totale contradiction avec les sondages pré-électoraux indépendants. Selon l'un d'entre eux (12), seuls 50 % des électeurs ont déclaré avoir l'intention de voter pour Poutine.

Par ailleurs, 40 % des personnes interrogées ont déclaré ne pas savoir pour qui elles allaient voter ou n'ont pas souhaité exprimer publiquement leur préférence. Il est donc clair qu'il ne bénéficie pas du soutien de 87 % de la population russe.

Ce qu'il faut comprendre de cette soi-disant élection, c'est qu'elle était planifiée et contrainte. Par exemple, les employeurs, en particulier dans le secteur public, ont non seulement exigé de leurs employés qu'ils votent, mais aussi qu'ils partagent une photo de leur bulletin de vote.

Évidemment, ils étaient menacés, s'ils ne votaient pas pour Poutine, de perdre leur emploi. L'élection a donc été le produit d'une combinaison dystopique d'une dictature totalitaire extrême et d'un capitalisme de surveillance. En ce sens, il n'y a pas lieu de parler d'élection.

Poutine s'en sert déjà pour consolider son emprise idéologique sur la société russe, en présentant les résultats comme

la confirmation que tout le monde est à l'unisson de son projet national et impérial.

Dans les régions occupées de l'Ukraine, les élections ont été encore plus truquées et les résultats sont surréalistes (14). Dans la soi-disant République populaire de Donetsk, 95 % des électeurs ont soutenu Poutine (15). Les forces d'occupation ont fabriqué ce résultat sous la menace des armes (16).

Le résultat le moins crédible de tous est la « victoire » de Poutine à Avdiivka, une ville qui vient d'être détruite par l'armée russe, qui en a chassé la majeure partie de la population. Néanmoins, il a obtenu un soutien massif dans la ville.

Tant en Russie qu'en Ukraine occupée, cette élection était un simulacre. Les résultats sont le fruit de la coercition et de la falsification systématique.

**Juste avant l'élection, Poutine a fait tuer Alexeï Navalny pour envoyer un signal à l'opposition nationale et internationale à son régime. Néanmoins, sa veuve, Ioulia Navalnaya, a appelé à des protestations dans les urnes. Quelle a été leur ampleur ? Quelle est leur importance ?**

L'appel de Ioulia Navalnaya, que j'ai totalement soutenu, n'a jamais été conçu pour influencer le résultat de l'élection, qui, comme je l'ai dit, était complètement prédéterminé par le régime. L'idée était plutôt d'en profiter pour mobiliser l'opposition politique.

Rappelons que tout rassemblement public non autorisé a été interdit et que toute dissidence politique, en particulier contre la guerre en Ukraine, a fait l'objet d'une répression brutale (17). Un nombre incalculable de personnes ont été jetées dans les prisons de Poutine.

Navalnaya a profité de la pression du régime pour que tout le monde vote pour appeler l'opposition à se rendre aux urnes à midi, le 17 mars. Le résultat a été étonnamment favorable, un grand nombre de personnes ayant répondu à l'appel (18).

Les autorités russes ont eu très peur de cette protestation programmée. Dans

les jours précédant l'élection, elles ont demandé à de nombreuses personnes de se présenter à des postes de police et ont menacé de les arrêter et ou de leur faire payer des amendes pour action de masse illégale si elles agissaient.

En outre, ils ont supprimé les informations relatives à l'appel. Il ne faut pas oublier que tous les sites web de l'opposition, comme *Meduza*, ont été bloqués. Néanmoins, selon un sondage indépendant, près d'un quart des Russes avaient entendu parler de l'action.

Bien sûr, les chiffres qui ont été publiés étaient loin d'atteindre ce pourcentage. Mais le fait que les gens soient venus en grand nombre démontre l'opposition à Poutine et à sa guerre impérialiste en Ukraine.

**Les capacités de résilience du régime de Poutine et du capitalisme russe sont surprenantes, face à la guerre, à la tentative de coup**

**d'État d'Evgueni Prigojine (19) et aux sanctions occidentales. Comment l'expliquez-vous ?**

La principale raison de la stabilité économique de la Russie est son industrie pétrolière. Elle n'est pas sanctionnée (20) et, comme le prix du pétrole reste très élevé, la Russie a pu maintenir sa croissance économique et sa rentabilité.

Dans le même temps, le prix de la guerre est très élevé. On estime que l'armée absorbe environ 40 % du budget du régime (21). Cette économie de l'armement peut également alimenter la croissance, en particulier chez les fabricants d'armes, au cours des deux prochaines années, mais de telles dépenses ne sont pas viables à long terme (22).

Cette économie pétrolière et guerrière n'a pas modifié le modèle économique néolibéral de Poutine. Il y a eu quelques nationalisations temporaires d'entreprises, mais les actifs saisis ont été rapidement vendus à d'autres propriétaires fidèles au régime.

En ce sens, il n'y a pas eu de nationalisation au sens traditionnel du terme. Il s'agissait simplement d'une redistribution de la propriété (23). Cela a entraîné une

« Rappelons que tout rassemblement public non autorisé a été interdit et que toute dissidence politique, en particulier contre la guerre en Ukraine, a fait l'objet d'une répression brutale. Un nombre incalculable de personnes ont été jetées dans les prisons de Poutine. »

12) « Le président allemand refuse de féliciter Poutine pour sa réélection à un cinquième mandat », 18 mars 2024, *The Moscow Times*.

13) « "C'est le comble du cynisme, une abomination". Comment les employés du budget sont forcés de voter », 16 mars 2024, *Severral*.

14) « In Occupied Ukraine, Casting a Vote (for Putin) as Armed Soldiers Watch », Anatoly Kurmanav, Andrew E. Kramer, Oleksandra Mykolyshyn et Oleg Matsnev, 16 mars 2024, *The New York Times*.

15) « Dans la DNR, 95,23 % des électeurs ont voté pour Poutine. », 17 mars 2024, *rbc.ru*.

16) « At gunpoint, Ukrainians in occupied regions vote in Russia's election », Mansur Mirovalev, 16 mars 2024, *Al-Jazeera*.

17) « How Putin's regime stifled anti-war protests in Russia », Sasha de Vogel, 10 mars 2022, *The Guardian*.

18) « Russians form long queues at polling stations in 'noon against Putin' protest », Pjotr Sauer, 17 mars 2024, *The Guardian*.

19) « Russian Progressives and Antiwar Forces May Find Opening in Wake of Failed Coup », Ashley Smith, 2 juillet 2023, *Truthout*.

20) « Why Sanctions on Russia Aren't Targeting Oil and Gas », Ciara Nugent, 25 février 2022, *Time*.

21) « Putin approves big military spending hikes for Russia's budget », 27 novembre 2023, *Reuters*.

22) « Ukraine – two years on, no end in sight », 22 février 2024, *The Next Recession*.

23) « How Putin Turned a Western Boycott Into a Bonanza », Paul Sonne et Rebecca R. Ruiz, 17 décembre 2023, *The New York Times*.

certaine recombinaison de la classe dirigeante russe, mais sans modifier sa structure fortement privée.

Poutine a également utilisé la guerre pour s'assurer le soutien de militaires professionnels très bien payés (24). Leurs salaires sont bien plus élevés que ceux des travailleurs ordinaires des autres secteurs publics et privés.

Mais cette économie de guerre n'est pas viable à long terme. Ses contradictions finiront par saper sa croissance et, avec elle, les contradictions du système politique réapparaîtront, provoquant un nouveau cycle d'instabilité et de crise.

## Comment Poutine va-t-il utiliser sa victoire électorale truquée pour sa guerre néocoloniale en Ukraine ?

Avant même l'élection, Poutine s'est vanté dans un discours devant le Parlement que la majorité absolue des Russes soutenait son « opération militaire spéciale » (25). Il interprétera donc le vote truqué comme une confirmation de son emprise idéologique sur le peuple russe.

Mais c'est son hubris (26). En réalité, le mécontentement à l'égard de la poursuite de la guerre est largement répandu, même parmi les partisans de Poutine. Nombre d'entre eux ont voté pour lui en pensant : « il a commencé cette guerre, il devrait y mettre fin ».

Poutine a ignoré ce sentiment. Pendant la campagne, il n'a jamais mentionné

comment il comptait rétablir la paix. Au contraire, il n'a cessé de répéter que la Russie était engagée dans une guerre existentielle avec l'Occident, qu'elle devait la poursuivre et étendre le conflit à d'autres pays.

Une minorité de la société russe soutient ce projet, probablement 10 à 20 % (27). Mais la majorité souhaite que la paix soit rétablie. Bien sûr, ils ne veulent pas que la Russie soit militairement vaincue, mais ils veulent que cette guerre prenne fin à un moment ou à un autre.

Ces sentiments sont de plus en plus forts et pourraient créer à l'avenir une crise pour le régime. Mais pour l'instant, sa réponse consiste à ignorer ces sentiments ou à y répondre par des campagnes d'endoctrinement patriotique visant à susciter un soutien en faveur d'une guerre qui s'étend.

L'ancien président Dmitri Medvedev, aujourd'hui vice-président du Conseil de sécurité, a clairement exposé les objectifs de Poutine dans un discours (28) prononcé quelques jours avant l'élection. Il a déclaré que la Russie avait l'intention de « libérer » Odessa, d'en faire une ville russe et d'éliminer l'Ukraine en tant qu'État-nation.

Il a ensuite proposé sa propre formule de « paix » comme alternative à celle proposée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Il a déclaré que l'Ukraine n'était pas une véritable nation, mais un territoire qui devrait être partagé entre la Russie, la Pologne et la Roumanie.

Bien entendu, le seul moyen de réaliser

cela est la conquête totale et la saisie de l'Ukraine par la Russie. C'est le contraire de la paix. Ce sont les ingrédients d'une guerre impérialiste sans fin et d'une occupation coloniale.

## Nombreux sont ceux qui s'attendent à une escalade de la guerre en Ukraine dans un avenir proche. Cela nécessitera-t-il une plus grande mobilisation des troupes russes ? Comment la population russe réagira-t-elle ? Cela suscitera-t-il une résistance ?

Il est difficile de dire si les autorités russes mobiliseront davantage de troupes russes. Jusqu'à récemment, elles ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour éviter une deuxième vague de mobilisation.

Bien sûr, après les élections qui, selon elles, ont prouvé que les Russes soutiennent totalement la guerre, elles pourraient lancer une nouvelle mobilisation. En même temps, ils sont assez malins pour savoir que cela serait très impopulaire.

Il est donc probable qu'ils continueront à verser d'énormes salaires aux soldats prétendument volontaires. Mais s'ils ont l'intention de mener une offensive de plus grande envergure, ils devront mobiliser des conscrits.

Ils pourraient assortir cette nouvelle mobilisation d'une promesse de rapatrier ceux qui ont été enrôlés en 2022 et déployés sur le front au cours des deux dernières années. Cela pourrait calmer les appels de plus en plus nombreux



Des personnes font la queue pour entrer dans un bureau de vote vers midi, le dernier jour de l'élection présidentielle à Moscou, en Russie. « Pourquoi je suis là ? Je pense que tout le monde sait pourquoi je suis là ! » © Maxim Shemetov/Reuters.

24) « The Russian military is offering up to 10x an average salary to fill its ranks depleted by Ukraine invasion casualties », Bethany Dawson, 13 mai 2023, *Business Insider*.

25) « Putin lauds Ukraine gains, threatens West in annual speech », 29 février 2024, *DW*.

26) « Putin had to contrive a 'landslide' – because he knows cracks are showing in Russian society », Samantha de Bubern, 18 mars 2024, *The Guardian*.

27) « La guerre est impopulaire dans la société ». Une nouvelle étude réalisée par des sociologues », 1<sup>er</sup> décembre 2023, *Svoboda*.

28) « Dmitry Medvedev shows new post-Ukraine map of the world », Andrey Mihayloff, 4 mars 2024, *Pravda*.

des épouses et des parents qui réclament le retour de ces soldats (29).

Mais les gens ne supporteront pas longtemps cette guerre et cette mobilisation. Et tout soldat rentrant au pays rapportera avec lui des récits de la boucherie en Ukraine, ce qui déstabilisera le régime.

## **Dans quelle mesure peut-on dire que le régime de Poutine et le capitalisme russe sont stables ? Quels sont les problèmes et les failles du système ?**

Il y a un problème profond dans la construction politique même de ce régime. Dans l'un de ses récents discours, Poutine a trahi une certaine conscience de ce problème (30). Il a déclaré que l'ancienne élite constituée à travers la privatisation des biens de l'État soviétique était dépassée et qu'une nouvelle élite devait être mise en place.

Il a ajouté qu'une nouvelle et véritable élite devrait être recrutée parmi les héros issus des lignes de front. En réalité, Poutine est en train de construire une nouvelle base sociale à partir des enfants de son cercle étroit d'amis qui contrôlent les grandes sociétés d'État et l'industrie privée.

Leurs parents vieillissent et Poutine sait qu'il est confronté à la difficulté de reproduire le régime et une clique dirigeante qui lui soit loyale. Il considère donc ces enfants comme ses futurs fidèles au sein de l'État et des entreprises russes (31).

C'est le signe d'un régime profondément personnalisé, dans lequel Poutine ne fait confiance qu'aux personnes qu'il considère comme des amis. Mais le nombre d'amis du dictateur étant limité, le seul moyen pour étendre sa base sociale est de recruter les enfants qui lui sont loyaux pour occuper des postes dans la bureaucratie gouvernementale et les conseils d'administration.

Poutine intègre également ses gardes du corps personnels à des postes au sein de l'État. Ainsi, un certain nombre de gouverneurs dans diverses régions du pays sont issus de son équipe de sécurité personnelle.

Ces méthodes d'expansion et de consolidation du régime peuvent se retourner contre lui et créer de graves problèmes pour le maintien de son pouvoir. Par exemple, dans ce système, si des membres de l'appareil d'État veulent faire avancer leur carrière, ils se retrouvent dans une impasse, car au sommet de la bureaucratie se trouvent des loyalistes de Poutine nommés directement par le dictateur.

Si vous ne faites pas partie de ce cercle charmant, votre carrière est vouée à l'échec. Cela peut engendrer de l'apathie et même du mécontentement au sein de l'appareil d'État, ce qui mine le régime de l'intérieur.

Bien sûr, la couche supérieure de l'appareil d'État soutiendra Poutine jusqu'au dernier souffle, en appuyant l'escalade de sa guerre impérialiste. Mais, en dessous d'eux, il y a des couches parmi lesquelles le mécontentement et l'opposition peuvent se développer. La grande question, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du régime, est donc de savoir combien de temps peut durer cette loyauté non seulement envers Poutine, mais aussi envers le système.

Un autre problème auquel le régime est confronté est la contradiction que j'ai décrite entre la vision imaginaire de Poutine d'une société russe loyale et unie derrière lui et les divisions réelles au sein de cette société, en particulier celles provoquées par la guerre. Cette contradiction ne peut pas durer longtemps.

**Enfin, beaucoup de gens de gauche font pression pour que l'Ukraine s'engage dans des pourparlers de paix et accepte un accord « terre contre paix » avec Poutine, ce qu'ils n'exigeraient jamais des Palestiniens. Que pensez-vous de cet argument ? Pourquoi est-il irréaliste ? Que devrait dire la gauche à propos de la guerre et que devrait-elle exiger à la place ?**

Il faut bien comprendre que Poutine a pris très au sérieux la décision de lancer cette invasion et qu'il est déterminé à ne pas s'arrêter tant qu'il n'aura pas atteint ses objectifs déclarés : l'élimination de l'Ukraine en tant qu'État-nation indépendant et la mise en place imposée d'un gouvernement fantoche à Kiev. S'il n'atteint pas ces objectifs, il considérera cela comme une défaite, ce qu'il n'est pas prêt à accepter.

Il considère le maintien d'un gouvernement indépendant à Kiev comme une menace pour la sécurité nationale de la Russie. Il ne se contentera donc pas de s'emparer de certaines parties de l'Ukraine ; il veut s'emparer de l'ensemble du pays, comme première étape de la reconstruction de l'ancien empire russe.

Il l'a clairement exprimé lors d'une récente interview à la télévision russe (33), au cours de laquelle il a été interrogé sur la possibilité d'entamer des pourparlers de paix. Il a déclaré sans ambages qu'il n'était pas intéressé par de tels pourparlers, que ceux-ci n'étaient motivés que par le manque d'armes de l'Ukraine.

Il n'accepterait des pourparlers de paix que s'ils garantissaient les objectifs impérialistes de conquête et de régime qui sont les objectifs de son « opération militaire spéciale ». Par conséquent, à ce stade, il rejettera toute négociation et il est probable qu'au contraire il intensifiera la guerre.

Face à cette guerre impérialiste sans fin, la gauche doit soutenir l'Ukraine et sa lutte pour la libération. Si Poutine réussit à conquérir l'Ukraine, cela créera un précédent pour d'autres puissances et États impérialistes qui lanceront des guerres similaires de conquête coloniale.

La gauche internationale doit défendre le droit des nations opprimées à l'autodétermination sans exception et défendre leur droit à se procurer des armes pour se défendre. Seule une telle solidarité d'en bas peut mettre un terme à la poursuite de la guerre impérialiste. ■

Publié le 25 mars 2024

29) « Dozens detained as Russian soldiers' wives call for their return from Ukraine », 3 février 2024, AP.

30) « Vladimir Poutine a annoncé la préparation d'une "nouvelle élite" dans le pays à partir des participants à la guerre. », 29 février 2024, TVRain.

31) « Putin Has Russian Elite in a Frenzy Over Their Political Futures », Bloomberg News, 12 mars 2024.

32) « The improbable careers of Vladimir Putin's bodyguards », 22 juin 2019, The Economist.

33) « Putin again claims to be ready for peace talks but only with guarantees for Moscow », 13 mars 2024, Ukrayinska Pravda.

# Thaïlande: « Les barrages, ce n'est bon que pour les capitalistes »

Chayuda Boonrod a partagé avec *Capire* certains aspects du contexte politique actuel de la Thaïlande et de la lutte de l'Assemblée des pauvres contre l'impact des barrages dans le pays.

Entretien avec  
Chayuda Boonrod\*

L'Assemblée des pauvres (Assembly of the Poor - AoP) est active dans la lutte contre les barrages depuis sa création, le 10 septembre 1995. « Je suis né le 31, j'ai donc 21 jours de moins que l'organisation. En grandissant, j'ai vu ma famille, mes tantes et mes oncles, tous ceux que je connais, s'engager d'une manière ou d'une autre avec notre organisation et Via Campesina », a déclaré Chayuda.

Cet entretien a été réalisé lors de la 8<sup>e</sup> conférence internationale de Via Campesina (LVC), qui s'est tenue en décembre 2023 à Bogota, en Colombie. En collaboration avec Via Campesina, les membres de l'AoP ont participé à des activités dans le pays et à l'étranger. À propos de la relation entre ces deux organisations, elle ajoute: « De nombreuses personnes de LVC viennent visiter et étudier les communautés ». Par ailleurs, l'AoP a accueilli la réunion des jeunes de LVC Asia, qui s'est tenue en octobre 2022 à Surat Thani, en Thaïlande.

**Pouvez-vous nous parler du contexte politique de la Thaïlande ? Quels sont les principaux enjeux pour la classe ouvrière et les paysans ?**

Les élections tenues en 2023, qui étaient imposées par la Constitution,

ont placé un nouveau Premier ministre au pouvoir, mais ce n'était pas celui que nous avions choisi. Le parti politique qui avait obtenu le plus grand nombre de voix lors des élections n'a pas pu former un gouvernement à cause de filouteries cachées dans la Constitution actuelle, qui a été rédigée par le gouvernement militaire mis en place après le coup d'État de 2014. Comme le parti politique ayant obtenu le plus grand nombre de voix ne pouvait pas former un gouvernement, le deuxième parti en nombre de voix a pu former un gouvernement de coalition en obtenant le soutien de partis qui faisaient partie du précédent gouvernement militaire.

La population a le sentiment que rien n'a changé en ce qui concerne la réponse à leurs revendications ou la question des droits humains. Le pouvoir se préoccupe de gagner de l'argent, ils ne se soucient pas des gens, en particulier des pauvres. En octobre, l'AoP a organisé une mobilisation de masse qui a duré un mois pour mettre en lumière ces caractéristiques du gouvernement actuel et lutter pour nos droits.

**Quels sont les principaux problèmes liés aux barrages en Thaïlande aujourd'hui ? Quel est le combat de l'AoP par rapport à la construction des barrages ?**

Pour l'AoP, la lutte contre la construction de barrages est importante. C'est

une bataille que nous menons dans de nombreux endroits depuis la création de l'organisation. Il y a, par exemple, la lutte du peuple contre le barrage de Sirinthorn, qui est un des premiers cas de l'histoire de la construction de barrages en Thaïlande, autour de l'année 1970, avant la création de l'AoP. Les conséquences de la construction de ce barrage et les souffrances de la population sont évidentes, mais le gouvernement n'a jamais envisagé de revenir sur sa volonté de maintenir ce barrage.

Le contexte actuel peut être divisé en deux catégories. La première est la lutte contre les barrages déjà construits. L'autre est la lutte contre le projet de construction de nouveaux barrages. En ce qui concerne le premier élément, cinq communautés se battent contre les barrages déjà construits. L'indemnisation que le gouvernement a annoncée n'est pas appropriée. Nos frères et sœurs qui appartiennent à ces communautés continueront à souffrir si le gouvernement ne fait rien pour résoudre les problèmes.

Le gouvernement a une formule très simple pour calculer l'indemnisation. Par exemple, si une maison possède cinq arbres, le gouvernement ne se basera que sur leur valeur à ce moment-là. Il ne tient pas compte de la valeur que ces

\* **Chayuda Boonrod** est membre de l'Assemblée des pauvres (AoP), une organisation populaire en Thaïlande qui lutte avec les communautés rurales et urbaines pour l'autodétermination et le droit aux ressources. Sa participation à la lutte s'inscrit dans une tradition familiale, celle-ci étant impliquée dans la lutte pour la terre dans le pays. Interprétation du thaï vers l'anglais par Ann Lapaphan Supamantra, édité par Bianca Pessoa, relecture par Helena Zelic, traduction vers le français par A.L. Cet entretien a été publié dans *Capire*, outil médiatique créé en 2021 pour faire écho aux voix des femmes en mouvement, faire connaître les luttes et les processus d'organisation des différents territoires, et renforcer les références locales et internationales d'un féminisme de base anticapitaliste, antiraciste. *Capire* signifie « comprendre ». Des voix féministes pour changer le monde !



cinq arbres auront sur le long terme pour la famille. Nos communautés estiment qu'il serait préférable que le gouvernement cherche des terres à leur donner en compensation de celles perdues. Mais le gouvernement pourrait faire quelque chose de plus simple: calculer le prix de la terre à ce moment-là, leur donner de l'argent et les laisser chercher et acheter une nouvelle terre eux-mêmes.

Lorsque, en raison de la construction de barrages, les paysans perdent leurs terres, ils perdent leur identité de paysans. Ils n'ont plus de terre pour produire. Pour les paysans, perdre la terre signifie que tout est fini. Ils n'ont plus rien, seulement leur corps et leur travail.

Beaucoup d'entre eux doivent migrer vers une grande ville. Dans ces grandes villes, ils deviennent des travailleurs bon marché, des pauvres urbains, les femmes tombent dans la prostitution. Il s'ensuit de nombreux autres problèmes, comme l'éclatement de la famille ou la toxicomanie. C'est très concret, mais les problèmes vont au-delà, avec la perte

générale de moyens de subsistance et de biodiversité. Dans le cas du barrage de Rasi Salai, des études ont révélé que près de la moitié des espèces de poissons de la rivière ont disparu. De

nombreux chercheurs étudient l'impact des barrages, mais ils se contentent de venir dans les communautés, de parler aux gens et de produire des documents. Ils n'apportent pas d'aide active. Et comme nous nous battons sur ces questions depuis de nombreuses années, le public a commencé à voir que nous, nous sommes actifs.

Le dernier cas en date, le barrage de Pong Khunpet, est un exemple qui montre que même si la construction du barrage est terminée, les gens refusent de déménager parce que le gouvernement ne leur a pas fourni de nouvelles terres. Le barrage ne fonctionne pas complètement, mais la vanne d'eau a été légèrement ouverte, ce qui provoque des inondations dans la communauté. Les gens doivent utiliser des bateaux pour se déplacer. Cette eau entraîne de nombreux problèmes de santé et des maladies. Bien sûr, la réponse du gouvernement local est très lente. Nous organisons des manifes-

tations pour faire pression afin d'obtenir une réponse plus rapide.

De nombreux barrages qui existent aujourd'hui ont été construits pendant les dictatures. Sous les gouvernements dictatoriaux, nous ne pouvions pas protester. Cela signifie que la question des barrages est également liée à la situation politique.

De nombreuses communautés de l'AoP protestent contre les projets de construction de barrages parce qu'elles ont appris qu'ils ne leur apportaient rien de bon. Mais, dans la plupart des cas, elles n'obtiennent qu'une pause dans le projet. Il n'y a pas vraiment d'arrêt ou de résiliation du plan. Nous ne savons jamais quand ils vont simplement balayer les accords du revers de la main et continuer. C'est une préoccupation perpétuelle.

Le gouvernement essaie de faire de la publicité pour promouvoir les bons côtés de la construction des barrages. Il essaie de convaincre les gens qu'il suffit de prendre l'argent et d'aller vivre ailleurs. Un autre discours que le gouver-

nement utilise pour convaincre les gens est celui du sacrifice, en disant qu'il veut simplement que les gens se sacrifient pour le bien commun. Mais en fait, il existe de nombreuses façons

de gérer les ressources en eau, autres que la construction de barrages. Nous savons que les barrages, ce n'est bon que pour les capitalistes et l'industrie.

## **Comment se déroule la lutte de l'AoP pour améliorer les conditions de vie des paysans en Thaïlande, et quel est le rôle des femmes dans cette lutte ?**

Tous les projets sont lancés par l'État, par le gouvernement, main dans la main avec les capitalistes. Ils n'apportent rien de bon au peuple. Mais les luttes ont rendu le mouvement et les gens plus forts. Nous avons pris conscience que toute construction ou développement nous prive de notre mode de vie, qui est en fait profondément basé sur la production agroécologique.

La lutte donne naissance à de nombreuses initiatives, et beaucoup de membres de notre mouvement se sont intéressés aux initiatives de l'école

d'agroécologie ou au projet de semences. L'une des choses qui leur permet de continuer à se battre, c'est que beaucoup d'entre elles et eux se souviennent encore de ce que ça voulait dire, avoir une bonne vie. C'est une sorte d'encouragement ou d'inspiration pour eux de continuer à se battre afin de retrouver cela.

Le gouvernement réduit les gens au silence et les décourage pour leur faire croire que leur lutte est vraiment difficile, qu'ils ne gagneront pas. Mais ce n'est pas notre cas. Nous savons que plus nous luttons, plus notre volonté sera forte pour faire face au gouvernement et à ce qu'il nous impose.

Les femmes de l'Assemblée des pauvres constituent une force très puissante. Au sein de notre structure, nous veillons à ce qu'il y ait un équilibre entre les genres dans tous les organes ou activités, telles que les mobilisations, les réunions ou les négociations. Les femmes représentent presque la moitié du mouvement, et elles sont capables de se battre aussi bien que les hommes.

En 2005, il y a eu une campagne internationale, « 1 000 femmes », qui a été menée pour le prix Nobel de la paix. Normalement, les lauréats du prix Nobel de la paix sont des hommes et des individus. Mais les femmes luttent collectivement ! À l'époque, notre dirigeante, Wanida Morsa, a été approchée par le projet pour donner son nom, la nommer en tant que l'une des 1 000 femmes. Elle a dit que nous, les femmes de l'Assemblée des pauvres, ne luttons pas individuellement. Ainsi, au lieu de la nommer en tant que l'une des 1 000 femmes, nous avons signé en groupe de membres de l'AoP.

Les leaders paysan-es qui m'ont précédée sont ma source d'inspiration. Lors de la mobilisation de masse d'octobre 2023, de nombreuses dirigeantes de notre mouvement qui étaient présentes ont dû s'affronter à la police. Ces mères, tantes et grands-mères se sont battues en première ligne avec toute la force du féminisme. Plus cette force est grande, plus il est facile de lutter contre le patriarcat, qui est ancré dans le système. Lors de la mobilisation, nos grands-mères ont pris en main la situation, évitant la violence qui aurait pu se produire si des hommes avaient été au premier plan. □

*Entretien réalisé par Natália Lobo  
le 5 avril 2024*

# La France, amie de la famille ?

Le 16 janvier, Emmanuel Macron a prononcé une adresse à la nation dans lequel il a insisté sur la nécessité d'un réarmement: réarmement civique, académique, scientifique, technologique, agricole industriel, et réarmement démographique.

Par  
Penelope Duggan\*

D'où vient cette déclaration guerrière sur la question de la population ? En 2023, 678 000 bébés seulement sont nés en France, soit une baisse de 6,6 % par rapport à 2022.

La France est depuis bien longtemps un pays réputé pour sa politique nataliste et son taux de natalité élevé, le plus important de l'Union européenne. C'est cependant un perpétuel sujet d'inquiétude. En 1990, *le Monde* écrivait: « Nulle part ailleurs qu'en France (à moins qu'en Chine, dans un contexte politique et social bien différent ?) le sujet ne ferait la « une » d'un quotidien populaire. Pourtant dans la plupart des pays d'Europe occidentale, la fécondité est inférieure à celle de la France ». En 2006, le *Washington Post* a rapporté que « cet été, le gouvernement – préoccupé par le fait que les femmes françaises ne produisaient toujours pas assez d'enfants pour garantir un remplacement complet des générations – a très publiquement exhorté les femmes françaises à avoir encore plus de bébés ».

## La « France favorable à la famille »

Avant et après la Seconde Guerre mondiale, différentes préoccupations – le manque de jeunes hommes prêts à combattre et de meilleures conditions de travail – se sont combinées pour introduire des politiques favorables à la famille dans un « Code de la famille ». Ce Code et ses modifications ultérieures comportent:

- des allocations et des congés maternité importants, qui augmentent à partir du troisième enfant,
- la mise à disposition de crèches, de garderies, d'assistantes maternelles et d'écoles à partir de deux ans et demi,
- les mères qui allaitent sont encouragées à travailler à temps partiel ou à

Manifestation pour les droits de femmes, Paris, 8 mars 2024 © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



prendre un jour de congé hebdomadaire,

- des prestations pour les familles de trois enfants ou plus sous forme d'allocations familiales, de transports subventionnés, d'attribution de logements,
- des avantages fiscaux pour les parents jusqu'à ce que le plus jeune enfant atteigne l'âge de 18 ans.
- des aides financières pour les vacances par le biais de colonies de vacances municipales pour les enfants et de chèques-vacances pour les travailleurs salariés.

Il y a eu un changement important: le Code de la famille initial, en 1939, interdisait la vente de contraceptifs – disposition partiellement abrogée en 1967 – et introduisait des lois plus sévères contre l'avortement – finalement légalisé en 1975. Aujourd'hui, en 2024, l'avortement a été introduit dans la Constitution, disposition promue même par Macron, bien qu'il s'agisse d'une « liberté garantie » plutôt que du droit fondamental pour lequel le mouvement féministe fait campagne.

Les politiques natalistes de l'époque

n'étaient pas motivées, comme c'est le cas aujourd'hui, par une position raciste anti-migrants. Elles reflétaient la notion de droite selon laquelle un pays doit être fort et produire des enfants pour pouvoir se défendre, ce qui confère aux femmes, en tant que productrices d'enfants, un rôle particulier. Pétain, le Président français qui a organisé la collaboration de la France sous l'Occupation nazie, a renforcé le rôle de la Fête des mères. Officialisée en France en 1926, elle pousse à repeupler un pays décimé par la Première Guerre mondiale en favorisant la natalité, relativement faible en France depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Le régime de Vichy y associe les enfants, en demandant aux écoles de préparer la fête des mères avec leurs élèves par des affiches, des discours, la mobilisation de la presse.

\* Penelope Duggan est membre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale et du Nouveau Parti anticapitaliste, ainsi que de leurs commissions féministes respectives. Elle est éditrice de la revue en anglais *International Viewpoint*.

Cet article, écrit initialement pour *Rupture*, a été traduit par A.L. et revu par l'autrice.

## Militarisation

Il y a aujourd'hui en France un nouvel air de militarisation avec l'introduction du Service national universel (SNU) – même s'il n'est pas militaire – et la proposition d'introduire l'uniforme à l'école.

Isabelle Cambourakis, directrice éditoriale de la collection féministe Sorcières a déclaré à Reporterre : « *Le corps des femmes n'est pas une arme de guerre. Associer cette terminologie martiale à la politique nataliste me glace le sang. Cela donne l'impression que le gouvernement veut produire de la chair à canon. Ce n'est pas simplement un discours nataliste comme il y en a eu tant d'autres dans l'histoire. S'y ajoute en plus cette connotation guerrière insupportable, alors même que les conflits se multiplient dans le monde. On se demande*

*quel est l'objectif visé concrètement par le gouvernement. Quelle politique le réarmement démographique va-t-il entraîner ? [...]*

[Cette rhétorique militariste provient] des pays autoritaires et conservateurs. C'est exactement la même rhétorique que celle du gouvernement d'Orbán en Hongrie. C'est un imaginaire fascisant qui défend la famille, la patrie et le modèle hétéropatriarcal. Le pire, c'est que ces discours ne sont même pas efficaces. Cela n'a pas d'influence sur les pratiques de procréation. Ce n'est pas parce que Macron appelle à un réarmement démographique que les gens vont tout d'un coup décider de faire des enfants ! Ces discours n'ont aucun effet, c'est une simple adresse envoyée aux conservateurs. »

## Quelles familles françaises ?

Dans le même temps, Macron joue sur un autre thème de droite – sur lequel il a récemment fait une alliance ouverte avec l'extrême droite au Parlement français pour faire adopter une nouvelle loi restrictive sur l'immigration : la méfiance et le rejet des migrant-es qui permettraient à la fois de renforcer la population jeune en âge de travailler en France et probable-

1) Un spermogramme est un examen médical au cours duquel sont analysées les différentes caractéristiques du sperme, généralement dans le cadre d'un bilan d'infertilité d'un couple et dans le suivi de la contraception masculine thermique.

ment d'augmenter le taux de natalité.

Si la vraie préoccupation était la natalité, le gouvernement devrait s'appuyer sur l'immigration et intégrer dans « l'effort » les lesbiennes, les couples gays, les trans et les autres personnes qui se situent en dehors du modèle hétérosexuel, en autorisant la procréation médicalement assistée et l'adoption pour tou-tes. En réalité, le gouvernement défend avant tout une approche identitaire. Son projet est que les femmes « blanches » aient des enfants.

Cela résonne avec les craintes suscitées par la théorie du « grand remplacement », selon laquelle les « Français-es de souche » et les Européen-nes « blancs » seraient démographiquement et culturellement remplacés par des populations « non blanches », notamment issues des pays à majorité musulmane,

« *La dénonciation de la porosité entre le complexe militaro-industriel et le monde politique masculin a été résumée dans le célèbre slogan « take the toys from the boys », « retirez les jouets aux garçons ».* »

du fait des migrations massives, de la croissance démographique et de la baisse de la natalité des Européen-nes « blancs ». Le réarmement dont nous parlons se fait donc contre un ennemi intérieur, les immigrés, les jeunes des quartiers populaires, les musulman-es. Mais où s'arrêtera-t-il ? Qu'arrivera-t-il à celles et ceux qui refusent de passer les tests de fertilité à 25 ans (pour relancer la natalité, il a été proposé de rendre obligatoire l'examen gynécologique pour les femmes et le spermogramme (1) pour les hommes !) et à celles et ceux qui refusent d'avoir des enfants ?

Au même moment, à Mayotte, département d'outre-mer de la France dans l'océan Indien où le taux de natalité est le plus élevé de France, le gouvernement envisage de proposer la stérilisation à toutes les jeunes mères, et de supprimer le droit automatique à la nationalité française pour les enfants nés sur cette portion du territoire français. Une idée rapidement reprise par la droite et l'extrême droite pour le reste de la France – pour les enfants nés de parents « non français-es » bien sûr.

## Une réponse féministe

Le refus d'être enrôlé dans un état d'esprit militariste est ancien dans le mouvement féministe. Son histoire commence avec la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, née dans les affres de la Première

Guerre mondiale, jusqu'aux mouvements des mères pour la paix, en passant par les initiatives conjointes de femmes des deux camps en conflit – y compris aujourd'hui en Palestine-Israël –, les camps de femmes pour la paix contre les armes nucléaires dans les années 1980... La dénonciation de la porosité entre le complexe militaro-industriel et le monde politique masculin a été résumée dans le célèbre slogan « take the toys from the boys », « retirez les jouets aux garçons ».

Que l'on abuse ainsi de la capacité des femmes à avoir des enfants, en faisant un outil au service de la « nation », et en des termes aussi militaristes, cela peut nous glacer le sang, mais cela doit aussi surtout attiser notre colère.

## Détruire la famille ?

Le mouvement des femmes des années 1970 – du moins dans les pays où elles ne luttaient pas encore pour des droits fondamentaux tels que le divorce ou le droit de propriété des femmes mariées – a mis en avant le slogan « briser la famille ». Le courant féministe socialiste avait notamment lu *la Révolution trahie* de Trotsky et son chapitre « Thermidor dans la famille » et avait compris à quel point la famille était un terrain de jeu pour la société autoritaire, patriarcale et capitaliste dans laquelle les enfants naissaient. Nous avons également appris, en tant que féministes confrontées aux questions difficiles de la violence sexuelle, que la famille est le principal lieu de violence pour les femmes et les enfants.

En même temps, nous étions et sommes toujours solidaires des migrant-es et des travailleurs/ses déplacés qui luttent pour le droit à une vie de famille, pour le droit à l'aide et aux services de l'État afin que les mères et les parents puissent élever leurs enfants avec un niveau de vie décent.

Nous pourrions adapter les mots de Marx sur la religion « *l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu* » à ce que la famille représente pour beaucoup aujourd'hui, malgré son caractère capitaliste, patriarcal et hétérosexiste.

Le défi pour le nouveau monde que les socialistes s'efforcent de construire est de garantir à chacun-e les relations sociales, intergénérationnelles, émotionnelles, sexuelles qu'elle ou il souhaite pour être heureux/se et émancipé-e, sans restreindre le droit d'autrui à jouir de la même chose. □

Le 13 mars 2024



# Ukraine: et maintenant ?

Les débats sont parfois difficiles entre militant-es révolutionnaires. Ceux sur la question nationale le sont particulièrement, car ils touchent à la fois à des vies humaines en danger et à des analyses complexes, pleines de contradictions. Nous recevons régulièrement des messages critiquant tel ou tel article concernant la Palestine, le Hamas ou l'Ukraine. Notre rôle en tant que presse de l'Internationale est à la fois de reproduire les positions majoritaires et de permettre que s'expriment les désaccords, dans le débat respectueux qui s'impose entre camarades. L'article de Manul Garí reproduit ci-dessous fait partie des textes avec lesquels des camarades exprimeront des désaccords importants mais il nous semble nécessaire que ce point de vue soit partagé.

Par  
Manuel Garí\*

*« La barbarie réapparaît, mais cette fois elle est engendrée au sein de la civilisation elle-même et en fait partie intégrante. C'est une barbarie lépreuse, une barbarie comme la lèpre de la civilisation. »*

Karl Marx, *L'idéologie allemande*

Après les discours prononcés à l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par Poutine, la réalité nous crache au visage. La mort de dizaines de milliers de soldats ukrainiens et russes, celle de milliers de civils ukrainiens, l'émigration forcée de millions d'entre eux, la destruction d'infrastructures critiques, d'habitations et de bâtiments publics, la dévastation de champs agricoles fertiles, l'augmentation de la dette publique de Kiev et l'impact international sur les prix alimentaires devraient nous faire réfléchir sur le bilan humain et matériel de la guerre. Et en ce moment, la situation sur le front est dans une impasse tragique.

Après l'invasion de l'Ukraine par Poutine, il n'y avait aucun doute: le peuple ukrainien a tout à fait le droit de se défendre par les armes. Le type d'action militaire le plus approprié dans les conditions spécifiques est une autre question. Et les conditions imposées par chacun des pays qui apportent leur soutien et les dynamiques politiques qui s'ouvrent sont également une autre question. Les États-Unis, en particulier, déterminent politiquement le cours des événements et, par l'intermédiaire de leurs soldats, mènent une bataille contre une autre puissance

impérialiste, la Russie de Poutine.

Il y a aussi un résultat politique de la guerre dont nous devons tenir compte: tant en Ukraine qu'en Russie, l'idéologie nationaliste d'exclusion préexistante et le poids des partis et courants d'extrême droite se sont renforcés, les politiques économiques oligarchiques néolibérales et la corruption à grande échelle se sont consolidées, ainsi que les politiques liberticides contre les droits démocratiques, syndicaux et sociaux. Et prenons-en note: les mercenaires et les soldats de fortune ont proliféré et, sur le champ de bataille, combattent non seulement des soldats ou des volontaires, mais aussi des sociétés de guerre. Ni en Russie ni en Ukraine, la démocratie et les libertés n'ont été renforcées. Bien au contraire, au vu des faits.

Tant dans la société martyre ukrainienne que dans la société russe en souffrance, les messages des ethno-nationalismes commencent à s'infiltrer, atteignant le niveau atroce du ridicule consistant à effacer des étagères et des sites web les chefs-d'œuvre de la littérature de l'autre pays et même du sien lorsqu'ils expriment une hétérodoxie. Le bataillon fasciste Azov peut être heureux de son intégration complète dans les rangs de l'armée ukrainienne. Les tsars de la mère Russie peuvent se réjouir dans leurs tombes des excès de leurs héritiers au Kremlin. On cache aux deux peuples ce qu'ils ont en commun en exacerbant les différences: la culture est elle aussi un champ de destruction pour l'ennemi. À ce sujet, Milan Kundera – qui en savait quelque chose – écrivait que « pour liquider les peuples, on commence par leur enlever leur mémoire. On détruit leurs livres, leur culture, leur histoire. Et quelqu'un

d'autre leur écrit d'autres livres, leur donne une autre culture et leur invente une autre Histoire. Ensuite le peuple commence lentement à oublier ce qu'il est et ce qu'il était. »

Mais il existe également un équilibre politique international que les stratèges du Pentagone et leurs partenaires mineurs à Bruxelles n'avaient pas prévu: les sanctions économiques occidentales contre la Russie n'ont pas entamé son PIB, bien au contraire. Celui-ci n'a cessé d'augmenter pour deux raisons: le gaz russe continue de couler à travers les terres ukrainiennes vers les pays de l'Union européenne (paradoxes de la position occidentale) et Poutine a eu un autre facteur en sa faveur, c'est que le monde a considérablement et rapidement changé. La mondialisation néolibérale compte plusieurs puissances émergentes qui aspirent ouvertement à défier l'hégémonie des États-Unis d'Amérique, ce qui a profité aux arsenaux et aux finances russes. Le monde perd des ressources et de la nourriture, mais les oligarques de l'Est et de l'Ouest s'enrichissent.

## Par où commencer ?

Les choses ne peuvent pas continuer ainsi. Il convient de rappeler la récente déclaration de Josep Borrell, chef de la diplomatie européenne: « Ne rien faire n'est pas une option ». La question est de savoir quoi faire, quelle option adopter à partir d'une position de gauche socialiste radicale.

\* Manuel Garí est économiste. Il est membre d'Anticapitalistas, section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale et membre du comité de rédaction du magazine *Viento Sur*.

Cet article a été publié le 2 mars 2024 par *Viento Sur*.

lement démocratique et internationaliste. Et, bien sûr, ce n'est pas le « plus de bois » des Marx Brothers, qui, en termes communautaires pour Borrell, se traduit par la fabrication de plus d'armes, la vente de plus d'armes, l'augmentation des budgets militaires au détriment des dépenses sociales (les dépenses publiques, même si les impôts augmentaient, évoluent selon la règle d'airain de la somme nulle). Cette voie a déjà été expérimentée et Biden, Ursula von der Leyen et la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère et la sécurité le savent bien.

Après les importantes livraisons d'armes et d'argent au gouvernement de Volodymyr Zelensky par les États-Unis et l'UE, la situation militaire – pour des raisons qui ne font pas l'objet de la réflexion d'aujourd'hui – stagne et est favorable au gouvernement du satrape Poutine. Le jeudi 2 mars dernier, l'Union européenne a approuvé 50 milliards d'euros supplémentaires pour soutenir l'appareil militaire ukrainien (1). Depuis le début de l'invasion, l'UE a contribué à hauteur de 84,3 milliards d'euros, dont 21 pour l'Allemagne, 71,4 pour les États-Unis et 13,3 pour le Royaume-Uni. Un argent accompagné d'un fort soutien diplomatique et médiatique occidental et, c'est très important, d'un soutien direct sur le terrain de la sécurité et du renseignement, avec un déploiement technologique et le plus grand réseau d'espionnage au monde. Est-il vraiment logique de parier sur la victoire totale ? C'est l'option de Poutine, de Biden et Borrell. Mais attention, peuple ukrainien, sois prudent, *les vents d'ouest peuvent changer de direction et tu pourrais te retrouver dévasté et abandonné* dans l'effort de guerre s'il ne réussit pas à court terme.

Il faudra chercher d'autres voies. Là n'est pas le chemin. Tout d'abord, *la gauche politique occidentale, les syndicats et les mouvements sociaux doivent se faire entendre indépendamment des gouvernements*. Comme dans les meilleures traditions du mouvement ouvrier internationaliste face aux guerres impérialistes. Pour cette raison, *la subordination aux diktats de l'impérialisme lui-même ne peut pas se reproduire*, comme le 1<sup>er</sup> mars 2022, après l'invasion de Poutine, lors d'un vote au Parlement européen en faveur de l'élargissement de la présence de l'OTAN dans les pays voisins de la Russie. Si je ne me trompe pas, le procès-verbal du Parlement européen reflété dans

le B9-0123/202, *Podemos et ERC ont voté pour; Bildu, BNG et IU se sont abstenus; Miguel Urbán d'Anticapitalistas était l'un des 13 députés européens qui ont voté contre et, évidemment, le PP, le PSOE, VOX et Ciudadanos ont voté pour*.

Pour mieux faire valoir sa propre position, il faut essayer – au-delà de la propagande de guerre et belliciste – de comprendre la nature du conflit en cours puisque les simplifications sont l'arme du démon de la guerre et du campisme. Et *dans la guerre en Ukraine, plusieurs strates et conflits convergent* : il y a une guerre défensive de *libération nationale* de l'Ukraine contre une guerre d'occupation russe, *un conflit au sein de la communauté ukrainienne installé dans le Donbass* concernant les relations avec l'empire voisin et où s'expriment des identités nationales différentes, et une *guerre inter-impérialiste* par procuration des États-Unis – et de l'OTAN – contre la puissance russe. Si tous ces éléments ne sont pas pris en compte, il n'y a pas de solution démocratique et populaire possible.

## La guerre qui annonce des guerres

La tension entre les impérialismes, dont plusieurs pays possèdent des armes nucléaires, a fait monter la température et les décibels. Il est naïf de penser qu'elles ne seront jamais utilisées, comme l'a dénoncé à plusieurs reprises Ernest Mandel – avec qui je partage les analyses des fléaux du capitalisme tardif. Je suis également entièrement d'accord avec Ken Coates – président de l'organisation Bertrand Russell, coordinateur de la campagne pour le désarmement nucléaire européen (END) et membre éminent du parti travailliste britannique – lorsqu'il a déclaré de manière visionnaire il y a des décennies que « la dissuasion est un modèle conçu pour un monde bipolarisé, mais la bipolarité du monde est en train de disparaître. Si toutes les nations doivent devenir des puissances nucléaires pour être indépendants, le monde ne durera pas longtemps... ».

La situation actuelle est volatile et dangereuse, basée sur un modèle figé, *sur une doctrine d'équilibre de la terreur vieille de 40 ans*. Nous pouvons en conclure, au vu des précédentes conflagrations mondiales et de la dynamique actuelle de prolifération des conflits, ce que le *sous-commandant insurgé Marcos*, depuis le Chiapas, a qualifié de « *quatrième guerre mondiale* ». Sur la scène internationale, n'importe quel petit élément déclencheur peut mettre le

feu à la plaine, comme cela s'est produit deux fois au 19<sup>e</sup> siècle.

*L'opération militaire spéciale* de Poutine est une manifestation sanglante de la logique expansionniste de l'impérialisme russe. Pour y parvenir, le président russe a dû d'une part *falsifier l'histoire pour étayer son discours*, et d'autre part restreindre les quelques libertés et droits des personnes et des peuples qui constituent cette grande prison des peuples qu'est la Russie d'aujourd'hui, réprimant toute manifestation politique et syndicale indépendante. Dans le même temps, et il faut en tenir compte, Poutine exprime son inquiétude face à trois faits à ne pas sous-estimer : l'extension constante de l'OTAN vers l'est, l'enracinement de la guerre dans le Donbass depuis 2014 dans laquelle une partie des Ukrainiens se déclarent pro-russes, et les propositions occidentales visant à inclure l'Ukraine dans l'OTAN et récemment dans l'UE.

Le résultat de son action est contradictoire : d'une part, elle a renforcé le sentiment national ukrainien y compris celui de secteurs russophones hors du Donbass qui ont rejoint la défense armée de l'Ukraine et, d'autre part, elle a provoqué une résurgence et *une (re)légitimation hypocrite de l'OTAN*, qui depuis le fiasco afghan était sans mission et sans fonction comme un poulet sans tête. En fait, il a donné des arguments à ceux qui, au Sommet de Madrid de l'Alliance atlantique, ont identifié la Russie comme l'ennemi principal et ont commencé à débattre de la mer de Chine pour susciter la  *Crainte d'avancées du concurrent asiatique*. Chez les impérialismes, personne n'agit sans raison.

Le résultat de l'évolution de l'oligarchie poutinienne est un renforcement de l'idéologie ethnonationaliste panrusse exclusive et, par conséquent, un virage vers l'autoritarisme typique de l'évolution des principales puissances néolibérales. Le capitalisme russe veut renforcer sa position mondiale pour participer à la nouvelle répartition des influences, au pillage extractif du Sud global et améliorer sa balance commerciale. *La poursuite de la guerre favorise Poutine*, et il ne faut pas croire – selon les données dont nous disposons actuellement – qu'une victoire totale sur l'armée russe est possible et ébranlerait Poutine. Ce n'est que si une forte opposition démocratique et socialiste arrive à se reconstruire en Russie que la dérive actuelle du Kremlin pourra être stoppée et que le cours de l'histoire pourra être modifié en renversant l'oligarchie.

1) « Los líderes de la UE acuerdan por unanimidad la ayuda de 50.000 millones para Kiev », 1<sup>er</sup> février 2024, *Público*.

Dans le cas des États-Unis et de l'OTAN, une bataille est livrée indirectement. C'est le peuple ukrainien qui compte ses morts, tout en essayant de restreindre le pouvoir des puissances impérialistes concurrentes. Cette guerre par procuration évite pour l'instant de rapatrier des corps aux USA sous la bannière étoilée. Toute interprétation de l'attitude de l'impérialisme nord-américain et européen comme défenseurs des libertés et de la démocratie, ou du droit légitime à l'autodéfense du peuple ukrainien, revient à se boucher les yeux et les oreilles face aux nombreuses actions – passées et présentes – de l'impérialisme occidental pour défendre les intérêts du grand capital de leurs pays ou multinationales respectifs. À commencer par la renaissance de l'industrie militaire européenne et nord-américaine qui, tout en fournissant de nouvelles machines de mort, commence également à établir des plans pour la future reconstruction du pays. La bonne affaire.

Une fois de plus, le vieux Marx avait raison lorsqu'il disait que les capitalistes et leurs États formaient une « bande de frères en guerre ».

## Il existe des alternatives, luttons pour elles

Comme on peut le constater, cette guerre comporte de multiples niveaux et pièges cachés derrière les discours guerriers. Nous devons aborder cette réalité avec détermination et prudence pour éviter de pleurer. Les tendances guerrières doivent être combattues avec des propositions qui soient utiles à la fois au peuple A et au peuple Z, en l'occurrence le peuple ukrainien et le peuple russe. Le principe à partir duquel doit partir une position internationaliste indépendante est la guerre contre la guerre impérialiste, en construisant une réponse solidaire en faveur d'une paix juste et durable. La seule solution durable à cette guerre est de mettre fin à l'invasion et à l'offensive russes, aux bombardements des populations civiles et des infrastructures énergétiques.

Les points qui permettraient un large front pour faire pression sur les gouvernements russe et nord-américain, ainsi que sur les gouvernements de chaque pays impliqué, peuvent être résumés comme suit :

Il faut exiger un cessez-le-feu pour arrêter la saignée, la destruction des ressources et l'exil, ainsi que la démilitarisation et la dénucléarisation des frontières de l'Ukraine et la fin des livraisons d'armes par les pays impérialistes occidentaux, tout comme les



Vladimir Poutine et Emmanuel Macron à Saint-Petersbourg le 24 mai 2018. © Kremlin.ru, CC BY 4.0.

embargos et les mesures économiques qui, en fin de compte, pèsent non pas sur l'oligarchie mais sur le peuple russe. Le corolaire de ce qui précède est le retrait immédiat des troupes russes et la promotion de la neutralité et du non-alignement de l'Ukraine auprès de tous les impérialismes participant au conflit.

Il est très important de mettre fin au secret diplomatique et à la raison d'État qui nous privent de la vérité. Par conséquent, toutes les négociations possibles de cessez-le-feu ou de paix doivent être publiques devant les peuples ukrainien et russe, ainsi que devant le monde entier. La logique internationaliste implique la solidarité avec le peuple ukrainien et en particulier avec les secteurs minoritaires de gauche et syndicaux qui s'opposent aux mesures anti-sociales de Zelensky et qui existent, même si elles sont trop faibles pour jouer un rôle important et indépendant dans le conflit. Solidarité entre les peuples avec le peuple ukrainien au-delà de ses dirigeants néolibéraux, solidarité étendue aux secteurs du peuple russe qui résistent au dictateur.

Cela signifie qu'on doit commencer par reconnaître et défendre le droit du peuple ukrainien à résister à l'invasion de Poutine, à décider de son propre avenir dans son propre intérêt tout en respectant les droits de toutes les minorités; son droit à déterminer cet avenir indépendamment des intérêts de l'oligarchie ou du régime capitaliste néolibéral actuel, des pressions du FMI ou de l'UE – et nous revendiquons ainsi l'annulation totale de leur dette – et le droit de toutes les réfugié-es et personnes déplacées de rentrer en toute sécurité et en possession de tous leurs droits.

Pour construire un avenir pacifique en Ukraine, il est nécessaire d'assurer l'exercice du droit à l'autodétermination du Donbass sous la supervision de pays non alignés dans le conflit et l'annulation de la dette extérieure qui pèse comme une épée de

Damoclès sur toute la société ukrainienne.

Pour payer les coûts matériels de la guerre, il faut briser le secret bancaire et en finir avec les paradis fiscaux afin de confisquer les avoirs des oligarques russes et de leurs complices internationaux pour les utiliser à la reconstruction de l'Ukraine et des familles russes touchées par la guerre.

Et enfin, il ne faut faire aucune concession à l'existence de blocs militaires (OTAN, CSTO et AUKUS (2)), qui loin d'être une garantie de paix et de défense, sont des instruments d'agression et de guerre contre les peuples. Nous ne devons pas non plus accepter l'utilisation cynique de la guerre en Ukraine pour augmenter les budgets militaires et l'industrie de guerre. Et, ce n'est pas le moins important, nous devons exiger un désarmement mondial, notamment en ce qui concerne les armes nucléaires et chimiques, œuvrer pour une paix mondiale dans laquelle aucun État n'impose, n'envahit ou n'opprime l'autre; c'est-à-dire une paix sans colonisateurs ni cimetières de peuples colonisés.

Avec cela, nous pouvons peut-être démentir les écrivains russes actuellement vilipendés, comme Maxime Gorki, qui, lors des funérailles d'Anton Tchekhov, a déclaré que le message qu'il nous avait laissé était « Mesdames et Messieurs, nous n'avons pas appris à vivre en paix ». □

Le 29 février 2024

2) L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) est une organisation intergouvernementale à vocation politico-militaire fondée le 7 octobre 2002, dominée par la Russie, qui regroupe la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan. AUKUS (acronyme de l'anglais Australia, United Kingdom et United States) est un accord de coopération militaire tripartite – mais pas formellement une alliance militaire – formé par l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni. Rendu public le 15 septembre 2021, il prétend contrer l'expansionnisme chinois dans l'Indo-Pacifique.

Du 20 au 27 juillet 2024

# Camp international de jeunes

Dans un contexte où les vents de la guerre soufflent chaque jour plus fort et où les États capitalistes entament un énorme processus de remilitarisation, un monde qui s'engage dans l'économie de guerre, et avec des taux d'inflation élevés et des coupes budgétaires dans les systèmes de protection sociale, de santé et d'éducation, il est d'une importance cruciale pour la jeunesse anticapitaliste de trouver des moments pour se rencontrer et se coordonner.

Par  
Marta & Jonathan\*

C'est en 1984 que le Camp de jeunes révolutionnaires en solidarité avec la Quatrième Internationale s'est tenu pour la première fois en Europe. Depuis, chaque été, des centaines de jeunes militant-es se retrouvent pendant une semaine pour apprendre, échanger leurs expériences et s'organiser.

## Le fonctionnement du camp

Le camp de jeunes 2024 se déroulera au centre de la France, à Vieure, du 20 au 26 juillet, et rassemblera des centaines de jeunes militant-es de France, de Belgique, du Danemark, de l'État espagnol, de Suisse, d'Écosse, d'Irlande, d'Allemagne et d'Italie. Comme lors des éditions précédentes, il est probable que des participants de pays extra-européens s'y joindront également, tels que les Philippines, le Mexique, le Brésil, les États-Unis ou l'Argentine.

Les jeunes camarades essaieront de construire dans le camp la société pour laquelle elles et ils se battent tous les jours dans leurs pays respectifs: une société anticapitaliste, antiraciste, antisexiste, anti-lgbtphobe et anti-validiste, une société par tou-tes et pour tou-tes.

Chaque jour au camp, les jeunes militant-es participeront à

des formations, des ateliers théoriques et pratiques, des espaces non-mixtes (espaces féministes, LGBT, trans et racisé-es), des commissions permanentes, en suivant le programme qui a été collectivement préparé à l'avance. Chaque jour sera centré sur un thème, même si les liens entre eux seront toujours mis en valeur: vivre dans un monde en guerre, l'importance stratégique des luttes féministes, LGBT et antiracistes, la montée de l'extrême droite, la solidarité avec la Palestine, la stratégie et le parti et la perspective écosocialiste: tels seront les principaux thèmes qui seront discutés, en suivant un axe général qui part de l'analyse de la situation du capitalisme et des mouvements sociaux pour organiser les ripostes et trouver des stratégies communes pour renverser cette société.

## Les débats de 2024

Les formations du matin fourniront une introduction théorique au thème du jour ainsi que des perspectives concrètes, telles que «Anti-impérialisme: comment construire la solidarité face à la guerre?», «Entre progrès et attaques réactionnaires, comment construire une réponse féministe?» ou «Lénine à Sainte-Soline: stratégie et tactique pour l'écosocialisme». De leur côté, les ateliers présenteront une variété d'approches, des plus théoriques (comme «Le rôle de la famille dans l'oppression des personnes LGTBIQ» ou «L'impérialisme: le stade suprême du capitalisme») à celles qui partent d'expériences spécifiques (comme «Les luttes du mouvement kurde contre l'impérialisme turc» ou «La constitutionnalisation de l'avortement en France») et pratiques (comme «l'autodéfense féministe» ou «comment construire un trépied»).

En outre, les délégations de différents pays auront la possibilité d'échanger leurs expériences de manière plus approfondie lors des réunions inter-délégations.

## Inscrivez-vous!

L'ensemble du camping sera autoorganisé, de la cuisine au bar, de la sécurité au nettoyage, avec des temps de travail répartis équitablement entre les délégations en fonction de leur taille. Et – n'oubliez pas! – il y aura du temps pour les loisirs, les jeux sociaux et la fête, car «si je ne peux pas danser, ce n'est pas ma révolution!».

Il est temps de planifier un été révolutionnaire et de vivre l'expérience d'un camp de jeunes révolutionnaires. Prends contact avec ton organisation locale et inscris-toi pour participer! □

\* Marta et Jonathan sont responsables de l'intervention jeune de l'Internationale. Traduit de l'anglais par A.L.

Le camp aura lieu à La Bordé, à Vieure (Allier). Il est possible de se rendre au camp en bus ou en transports en commun

Pour toute information, pour s'inscrire:  
[rij@fourth.international](mailto:rij@fourth.international)

Délégation	Coût
France (NPA)	155
France (Gauche écosocialiste)	165
Belgique	160
Suisse (BFS)	170
Suisse (SolidaritéS)	180
Sud global	Nous contacter

